

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

*Unité - Dignité - Travail*

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**



**LOI N° 2000.010**

**ARRETANT LE BUDGET DE LA  
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
POUR L'ANNEE 2001**

-----  
**L'ASSEMBLEE NATIONALE  
A DELIBERE ET ADOPTE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT**

**PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a vertical line extending downwards.

# TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES.

**Article 1<sup>er</sup>** : Les recettes et les dépenses du Budget de l'Etat ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution dudit Budget sont, pour l'année 2001, régies conformément aux dispositions de la présente Loi.

**Article 2** : Aucune mesure susceptible d'entraîner au-delà des montants globaux fixés par les articles ci-après, une dépense nouvelle ou une perte de recettes par rapport aux voies et moyens évalués à l'article 6 ci-dessous, ne pourra intervenir au cours de l'année 2001 sans avoir fait l'objet de l'ouverture préalable d'un crédit supplémentaire au chapitre intéressé et avant qu'aient été dégagées en contrepartie et pour un montant équivalent des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il est fait état dans la présente Loi.

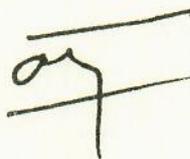
**Article 3** : Sous réserve des dispositions de la présente Loi, continueront d'être opérées pendant l'année 2001 conformément aux lois et règlements en vigueur :

- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus divers de l'Etat;
- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux Etablissements Publics et Organismes divers dûment habilités.

**Article 4** : Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, sous peine pour les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis pour concussion conformément aux articles 108 et 109 du Code Pénal.

Sont également passibles des peines prévues pour concussion, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation légale ou réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôts ou taxes publics ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements de l'Etat. Ces dispositions sont aussi applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales du secteur public et parapublic qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance de produits ou services de ces entreprises.

**Article 5** : Tout texte portant exonération de droits de douanes, création, modification ou dégrèvement d'un impôt ou d'une taxe fiscale ou parafiscale doit être soumis à l'approbation préalable du Ministre chargé des Finances sous peine de nullité.



**Article 6 :** Les ressources et les charges inscrites au Budget de l'Etat pour l'année 2001 sont fixées conformément aux états de développement annexés à la présente Loi.

**Article 7 :** Le Ministre des Finances est l'ordonnateur unique du Budget Général de l'Etat. Il peut, s'il le juge nécessaire, déléguer tout ou partie de ses prérogatives.

**Article 8 :** Le Ministre des Finances est tenu de produire un rapport annuel de gestion des crédits présentant la situation des engagements effectués ainsi que leur utilisation.

**Article 9 :** Les ressources du Budget de l'Etat pour l'exercice 2001 sont fixées globalement à : **119.568.400.000 F CFA** et réparties comme suit :

- Recettes propres : **73.917.000.000 F CFA**
- Financements extérieurs acquis : **45.651.400.000 F CFA**

**Article 10 :** Le montant maximum des crédits de paiement ouverts au budget de fonctionnement pour l'année 2001 est fixé à : **76.700.468.000 F CFA**

**Article 11 :** Le montant maximum des crédits de paiement ouvert au Budget d'investissement pour l'année 2001 est fixé à : **58.371.400.000 F CFA**

**Article 12 :** Le déficit prévisionnel du Budget de l'Etat au titre de l'année 2001 est fixé globalement à : **15.503.468.000 F CFA**

**Article 13 :** Le besoin de financement correspondant sera assuré par la mobilisation de ressources propres et extérieures.

**Article 14 :** Pour l'exécution du Budget de l'Etat, le montant global des engagements financiers que peut contracter l'Etat au titre de l'année 2001 est fixé à : **135.071.868.000 F CFA.**





Ils doivent notifier leur choix au service des Impôts de leur résidence fiscale au plus tard le 15 Janvier de l'année d'imposition. L'option n'est valable que pour ladite année et les deux années suivantes pendant lesquelles elle est irrévocable.

Article 214 bis 2 du CGI : Par dérogation, les contribuables dont le chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises n'excède pas 500.000 FCFA sont soumis à l'impôt libératoire d'un montant unique de 20.000 FCFA, payable en une seule fois avant le 01 avril de l'année d'imposition ou dans les dix (10) jours du début de l'activité pour ceux qui entreprennent en cours d'année.

Les dispositions de l'article 214 bis 2 s'appliquent exclusivement aux contribuables ci-après désignés :

- Artisan travaillant seul ;
- Boucher sans boutique ;
- Boulanger n'utilisant pas des procédés mécaniques de fabrication ;
- Photographe sans établissement fixe ;
- Vendeur de carburant avec mélangeur ;
- Commerçant dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 500.000 FCFA ;
- Marchand de volailles ou petit bétail et assimilés ;
- Marchand de bois de chauffage ;
- Exploitant de coupe de bois de chauffage ;
- Coiffeur sans établissement fixe ;
- Ecrivain public ;
- Gargotier ;
- Cordonnier sans installation, vulcanisateur et réparateur d'engins à deux roues ;
- Réparateur de montre sans employé ;
- Exploitant d'un moulin mécanique non scellé ;
- Vendeur de journaux , de café et jus de fruit exerçant dans des installations sommaires ;
- Tailleur sans boutique ne possédant qu'une machine à coudre ;
- Marchand de confiserie locale ;
- Forgeron ou Groupement de forgerons ;
- Marchand ambulant de cassettes musicales et vidéo.

## SECTION II : DES EXCLUSIONS DU REGIME DE L'IMPOT LIBERATOIRE

Article 214 bis 3 du CGI : Sont exclus du régime de l'impôt libératoire :

- Les marchands de biens, lotisseurs, administrateurs de biens ;
- Les commerçants de gros et demi-gros ;
- Les boulangers utilisant des procédés mécaniques de fabrication ;
- Les pâtisseries ;
- Les pharmaciens ;
- Les médecins ayant clinique ;



- Les exploitants d'établissements hôteliers de plus de 15 chambres ;
- Les exploitants de débits de boissons alcoolisées équipés d'appareil de climatisation ;
- Les exploitants de salons de thé et de restaurants, autorisés à vendre des boissons alcoolisées offrant plus de vingt (20) places assises et servant des repas à prix fixe ou à la carte ;
- Les gérants de stations - services ;
- Les loueurs de biens meubles corporels et incorporels ;
- Les personnes qui réalisent des opérations et affaires occasionnelles ;
- Les transporteurs internationaux.

### SECTION III : DES EXEMPTIONS PERMANENTES

Article 214 bis 4 du CGI : Ne sont pas assujettis à l'impôt libératoire :

- Les établissements privés et les organisations non gouvernementales officiellement reconnues ayant pour but de recueillir les enfants pauvres et de leur donner une éducation ou une profession ;
- Les salariés, pour le seul exercice de leur profession salariale ;
- Les maîtres - ouvriers des corps de troupe, sous la même réserve ;
- Les cantiniers attachés aux corps de troupe, lorsqu'ils ne vendent pas de boissons alcoolisées ;
- Les voyageurs, placiers de commerce et d'industrie, qu'ils travaillent pour une ou plusieurs maisons, qu'ils soient rémunérés par des remises proportionnelles ou par des appointements fixes, à condition qu'ils n'aient pas de personnalité professionnelle indépendante de celle de commerçants et des industriels dont ils placent les produits ;
- Les artistes lyriques, dramatiques et musiciens ;
- Les gardes - malades et accoucheuses ;
- Les propriétaires ou locataires louant accidentellement une partie de leur habitation, en meublé, lorsque cette location ne présente aucun caractère périodique ;
- Les pêcheurs, les piroguiers, les chasseurs ;
- Les associés de sociétés commerciales de toutes formes ;
- Les capitaines de navires, de commerce ne naviguant pas pour leur compte et les pilotes salariés ;
- Les cultivateurs et éleveurs seulement pour la vente et la manipulation des récoltes provenant des terrains qui leur appartiennent ou qu'ils exploitent et pour la vente du bétail qu'ils élèvent, entretiennent ou engraisent.




**SECTION IV : DE L'ETABLISSEMENT DE L'IMPOT  
LIBERATOIRE**

Article 214 bis 5 du CGI : L'impôt libératoire est dû par établissement tel que défini à l'article 183 du Code Général des Impôts.

Il est établi au nom des personnes physiques qui exercent un commerce, une industrie, une profession non expressément comprise dans la liste des exclusions et des exemptions permanentes visées aux articles 214 bis 3 et 4 du présent code.

Article 214 bis 6 du CGI : L'impôt libératoire est établi à partir des indications fournies par le contribuable ou des renseignements dont dispose l'administration des impôts.

**SECTION V : DES OBLIGATIONS DES PERSONNES  
IMPOSABLES**

Article 214 bis 7 du CGI : Les contribuables qui entreprennent une activité ou une profession passible de l'impôt libératoire sont tenus de souscrire et de faire parvenir au service des Impôts de leur résidence fiscale au plus tard le 15 Janvier de l'année d'imposition, une déclaration écrite sur un formulaire mis à leur disposition par l'administration.

Ceux qui entreprennent en cours d'année, l'exercice d'une activité ou d'une profession imposable doivent en faire la déclaration dans les dix (10) jours suivant l'ouverture de l'opération.

Article 214 bis 8 du CGI : La déclaration doit mentionner :

- Les nom et prénoms de l'exploitant ;
- La résidence fiscale ;
- Le numéro d'identification fiscale (NIF)
- L'adresse (boîte postale, téléphone, fax, etc. )
- La désignation précise du lieu et la composition de chaque établissement ;
- L'indication, pour chaque établissement de la ou des professions qui y sont exercées conformément à la désignation figurant au tarif ;
- Le chiffre d'affaires à retenir pour le calcul de l'imposition ; à savoir le chiffre d'affaires de l'année précédente ou le chiffre d'affaires prévisionnel selon qu'il s'agit d'anciens ou de nouveaux contribuables ;
- Le montant des achats effectués au cours de l'année précédente ;
- La valeur globale des stocks au 1<sup>er</sup> Janvier et au 31 Décembre de l'année précédente ;
- Eventuellement les nom et prénoms du gérant, du commis ou de l'agent chargé de la gestion de l'établissement .



Article 214 bis 9 du CGI : Tout changement dans la nature ou les conditions de l'exploitation doit être signalé à l'Administration des Impôts dans les dix (10) jours de l'événement.

Article 214 bis 10 du CGI : A défaut de production de déclaration dans les délais impartis ou en cas de déclaration erronée, les contribuables visés à l'article 214 bis 7 ci-dessus seront taxés d'office et le montant de l'impôt libératoire est majoré de 100 %.

Article 214 bis 11 du CGI : Les contribuables soumis au régime de l'impôt libératoire doivent tenir et présenter à toute réquisition des agents de l'Administration des Impôts, les documents comptables suivants :

- Un journal des achats ;
- Un journal des ventes ou des prestations réalisées ;
- Un livre d'inventaire des stocks.

Article 214 bis 12 du CGI : Le défaut de tenue des documents comptables ou leur non production est passible d'une amende de 50.000 francs.

En cas de manœuvre frauduleuse l'amende est doublée.

Article 214 bis 13 du CGI : Les contribuables visés à l'article 214 bis 2 du présent code ne sont astreints aux obligations comptables prévues par les dispositions de l'article 214 bis 11 du Code Général des Impôts.

#### SECTION VI : DU TARIF DE L'IMPOT LIBERATOIRE

Article 214 bis 14 du CGI : L'impôt libératoire exigible est égal au produit d'une cotisation de base par un coefficient multiplicateur.

La cotisation de base est constituée par la somme de tous les impôts et taxes acquittables par un contribuable au titre d'une année civile donnée.

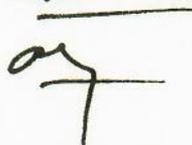
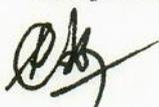
Le coefficient multiplicateur est obtenu par le rapport cotisation de base sur le chiffre d'affaires.

Le montant de l'impôt est fixé selon le tarif en annexe.

Article 214 bis 15 du CGI : L'impôt libératoire est dû pour l'année entière, par tous les contribuables exerçant au 1<sup>er</sup> Janvier de l'année d'imposition.

Ceux qui entreprennent en cours d'année l'exercice d'une activité ou d'une profession passible de l'impôt libératoire, ne doivent la contribution qu'à partir du 1<sup>er</sup> jour du trimestre au cours duquel ils ont commencé à exercer.

Article 214 bis 16 du CGI : Les assujettis qui entreprennent dans le cours de l'année une activité ou une profession comportant des droits plus élevés que ceux afférents à celle qu'ils exerçaient d'abord, sont tenus de payer un supplément de droits, et ce, à compter du premier jour du trimestre au cours duquel le changement a été opéré.



Il en est de même en cas de changement notoire dans la nature ou les conditions de l'exploitation.

Article 214 bis 17 du CGI : L'impôt libératoire est personnel et ne peut servir qu'à celui au nom duquel le titre est délivré.

Tout assujetti est tenu d'exhiber les quittances justifiant le paiement de l'impôt libératoire, lorsqu'il en est requis par les agents de l'administration des impôts.

#### SECTION VII : DU PAIEMENT DE L'IMPOT LIBERATOIRE

Article 214 bis 18 du CGI : L'impôt libératoire dû au titre d'une année est payé en trois fractions avec intervalle d'un (1) mois sans émission préalable de rôle.

1./ Pour les anciens contribuables :

- Le premier versement doit intervenir avant le 15 Février de l'année d'imposition ;
- Le deuxième avant le 15 Avril;
- Le solde avant le 15 Juin.

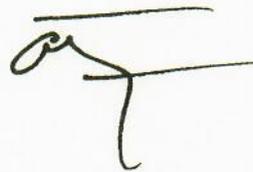
2./ Pour les nouveaux contribuables, le point de départ pour le fractionnement indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup> est celui du dépôt de déclaration.

Cependant, tout contribuable qui entreprend une activité dans le deuxième semestre de l'année d'imposition paye les droits dus en une seule fois.

Tout versement donne obligatoirement lieu à délivrance d'une quittance.

Article 214 bis 19 du CGI : Tout versement effectué après les périodes prévues par les dispositions de l'article 214 bis 18 ci-dessus ne bénéficie pas de la règle du fractionnement.

Article 214 bis 20 du CGI : A défaut de paiement de l'impôt libératoire exigible dans les délais prescrits, le montant de l'impôt est majoré de 25 %.



**ANNEXE****TARIFS DE L'IMPOT LIBERATOIRE****TRANSPORT**

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Entrepreneur de Taxi Exploitant de Taxi	Inférieur à 5.400.000	1 153 220	0,21	242 176
	De 5.400.001 à 10.800.000	2 306 440	0,21	484 352
	De 10.800.001 à 16.200.000	3 459 660	0,21	726 529
	De 16.200.001 à 21.600.000	4 612 880	0,21	968 705
	De 21.600.001 à 30.000.000	5 766 100	0,21	1 210 881
Entrepreneur de Bus Exploitant de Bus Autocar	Inférieur à 6.000.000	2 003 975	0,21	420 835
	De 6.000.001 à 12.000.000	4 007 950	0,21	841 670
	De 12.000.001 à 18.000.000	6 011 925	0,21	1 262 504
	De 18.000.001 à 24.000.000	8 015 900	0,21	1 683 339
	De 24.000.001 à 30.000.000	10 019 875	0,21	2 104 174
Transport Terrestre de Marchandises	Inférieur à 9.600.000	1 964 780	0,21	412 604
	De 9.600.001 à 15.000.000	3 929 560	0,21	825 208
	De 15.000.001 à 20.000.000	5 894 340	0,21	1 237 811
	De 20.000.001 à 25.000.000	7 859 120	0,21	1 650 415
	De 25.000.001 à 30.000.000	9 823 900	0,21	2 063 019

**PROFESSIONS LIBERALES ET PRESTATIONS DE SERVICE**

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Professions libérales et Prestations de Service	Inférieur à 5.000.000	847 586	0,3	254 276
	De 5.000.001 à 10.000.000	1 695 170	0,3	508 551
	De 10.000.001 à 15.000.000	2 542 755	0,3	762 827
	De 15.000.001 à 25.000.000	3 390 340	0,3	1 017 102
	De 25.000.001 à 30.000.000	4 237 925	0,3	1 271 378

**COMMERCE**

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Commerçant, Importateur, Trafiquant, Ambulant animal Bicyclette, Motocyclette, Pirogue Automobile Sans limite, Commerçant de Bétail, Exportateur de Bétail	De 500.000 à 1.500.000	343 330	0,30	103 000
	De 1.500.001 à 3.000.000	686 665	0,30	206 000
	De 3.000.001 à 10.000.000	1 631 280	0,27	440 446
	De 10.000.001 à 25.000.000	2 175 040	0,27	587 261
	De 25.000.001 à 30.000.000	2 718 810	0,27	734 076

**BOUCHER**

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Boucher Chevallard, Boucher en Boutique, Boucher Charcutier, Boucher ayant installation Frigorifique	Inférieur à 6.000.000	750 000	0,25	187 500
	De 6.000.001 à 10.000.000	1 500 000	0,25	375 000
	De 10.000.001 à 15.000.000	2 250 000	0,25	562 500
	De 15.000.001 à 25.000.000	3 000 000	0,25	750 000
	De 25.000.001 à 30.000.000	3 750 000	0,25	937 500

## AUBERGE - MOTEL - HOTEL DE MOINS DE 15 CHAMBRES

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Auberge Motel Hôtel de moins de 15 ch.	Inférieur à 3.000.000	625 290	0,28	175 081
	De 3.000.001 à 6.000.000	1 250 580	0,28	350 162
	De 6.000.001 à 10.000.000	1 875 870	0,28	525 244
	De 10.000.001 à 20.000.000	2 501 160	0,28	700 325
	De 20.000.001 à 30.000.000	3 126 450	0,28	875 406

## RESTAURATEUR AUTORISE A VENDRE DES BOISSONS HYGIENIQUES

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Restaurateur autorisé à vendre des Boissons Hygiéniques	Inférieur à 5.000.000	247 182	0,41	101 345
	De 5.000.001 à 10.000.000	494 364	0,41	202 689
	De 10.000.001 à 20.000.000	741 546	0,41	304 034
	De 20.000.001 à 25.000.000	988 728	0,41	405 378
	De 25.000.001 à 30.000.000	1 235 910	0,41	506 723

DEBITS DE BOISSONS AUTRES QUE CEUX EXPRESSEMENT EXCLUS  
DU REGIME DE L'IMPOT SYNTHETIQUE

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Débit de boissons à consommer Sur place à domicile Débit de bière et vin à Consommer sur place	Inférieur à 1.000.000	224 405	0,44	98 738
	De 1.000.001 à 1.500.000	448 810	0,44	197 476
	De 1.500.001 à 10.000.000	673 215	0,44	296 215
	De 10.000.001 à 25.000.000	897 620	0,44	394 953
	De 25.000.001 à 30.000.000	1 122 025	0,44	493 691
		1 346 430	0,44	592 429

## GUIDE DE CHASSE

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Guide de chasse	Inférieur à 10.000.000	2 756 995	0,27	744 389
	De 10.000.001 à 15.000.000	5 513 990	0,27	1 488 777
	De 15.000.001 à 20.000.000	8 270 985	0,27	2 233 166
	De 20.000.001 à 25.000.000	11 027 980	0,27	2 977 555
	De 25.000.001 à 30.000.000	13 784 975	0,27	3 721 943

## ENTREPRENEUR DE TRAVAUX

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Entrepreneur de travaux	Inférieur à 10.000.000	2 226 085	0,26	578 782
	De 10.000.001 à 15.000.000	4 452 170	0,26	1 157 564
	De 15.000.001 à 20.000.000	6 678 255	0,26	1 736 346
	De 20.000.001 à 25.000.000	8 904 340	0,26	2 315 128
	De 25.000.001 à 30.000.000	11 130 425	0,26	2 893 911

## ARTISAN

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Artisan	De 500.000 à 1.500.000	242 890	0,32	77 725
	De 1.500.001 à 2.500.000	485 780	0,32	155 450
	De 2.500.001 à 4.000.000	728 670	0,32	233 174
	De 4.000.001 à 6.500.000	971 560	0,32	310 899
	De 6.500.001 à 10.000.000	1 214 450	0,32	388 624

## ACTIVITE DE PRODUCTION

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Activité de production	Inférieur à 10.000.000	2 075 215	0,34	705 573
	De 10.000.001 à 15.000.000	4 150 430	0,34	1 411 146
	De 15.000.001 à 20.000.000	6 225 645	0,34	2 116 719
	De 20.000.001 à 25.000.000	8 300 860	0,34	2 822 292
	De 25.000.001 à 30.000.000	10 376 075	0,34	3 527 866

## ENTREPRENEUR DE TOURISME CYNEGETIQUE ET RANDONNEE

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Entrepreneur de Tourisme Cynégétique et Randonnée	Inférieur à 10.000.000	2 256 390	0,31	699 481
	De 10.000.001 à 15.000.000	4 512 780	0,31	1 398 962
	De 15.000.001 à 20.000.000	6 769 170	0,31	2 098 443
	De 20.000.001 à 25.000.000	9 025 560	0,31	2 797 924
	De 25.000.001 à 30.000.000	11 281 950	0,31	3 497 405

### III/ IMPOT SUR LE REVENU

#### A - Détermination des Bénéfices ou des Revenus Nets Imposables

**Article 17** : Il est créé au Titre II, Livre 1<sup>er</sup> du Code Général des Impôts, un Chapitre 5 bis intitulé « Autres Revenus Catégoriels », libellé ainsi qu'il suit :

#### SECTION I : REVENUS FONCIERS

**Art. 83 bis 1** : sont compris dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, d'une exploitation agricole ou d'une profession non commerciale :

1 - Les revenus des propriétés bâties telles que les maisons et usines ainsi que les revenus :

a) - de l'outillage des établissements industriels attaché au fonds à perpétuelle demeure, ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'ensemble ;

b) - de toutes installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions ;

c) - de la location du droit d'affichage, de la concession du droit d'exploitation des carrières, de redevances analogues ayant leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit ;

d) - des bateaux utilisés en un point fixe et aménagés pour l'habitation, le commerce ou l'industrie, même s'ils sont seulement retenus par des amarres.

2 - Les revenus des propriétés non bâties de toute nature y compris ceux des terrains occupés par des carrières, étangs, marais.

**Art. 83 bis 2** : Le revenu net foncier est égal à la différence entre le montant du revenu brut et le total des charges de la propriété.

**Art. 83 bis 3** : Le revenu brut des immeubles ou parties d'immeubles donnés en location est constitué par le montant des recettes brutes perçues par le propriétaire, augmenté du montant des dépenses incombant normalement à ce dernier et mises par convention à la charge des locataires et diminué du montant des dépenses supportées par le propriétaire pour le compte des locataires.

Les subventions et indemnités destinées à financer les charges déductibles sont incluses dans le revenu brut.

**Art. 83 bis 4** : Les charges de la propriété déductibles pour la détermination du revenu net comprennent :

- les intérêts des emprunts contractés pour la conservation, l'acquisition, la construction, la réparation ou l'amélioration des propriétés louées ;



- les impositions autres que celles incombant normalement à l'occupant, acquittées à raison desdites propriétés ;
- une déduction forfaitaire de 40 % des revenus bruts et représentant les frais de gestion, d'assurance, d'entretien et d'amortissement.

Art. 83 bis 4 : Si, compte tenu des modalités de détermination du revenu imposable visées aux articles 88 à 94, le revenu net se traduit par un déficit, celui-ci n'est imputable que sur le revenu net foncier des trois années suivantes.

## SECTION II : BENEFICES AGRICOLES

### 1°) Définition du bénéfice agricole

Art. 83 ter 1 : Sont considérés comme bénéfiques agricoles, les revenus que l'exploitation procure soit aux fermiers, métayers, soit aux propriétaires exploitant eux-mêmes.

Ces bénéfiques comprennent notamment tous ceux qui proviennent de la production des cultures maraîchères, vivrières et de rente, de l'élevage, de l'agriculture, de la pisciculture, de la sériciculture et de l'aviculture.

### 2°) Détermination du bénéfice agricole.

Art. 83 ter 2 : Sous réserve des dispositions de l'article 14, le bénéfice est constitué par l'excédent des recettes provenant de la culture, de l'élevage et des autres produits sur les dépenses effectivement payées au cours de l'exercice et engagées dans l'intérêt direct de l'exploitation. Il est en outre tenu compte pour cette détermination d'une part de la production stockée à la clôture de l'exercice, et d'autre part des amortissements de l'actif immobilisé dans les conditions fixées au présent code.

Cependant, en ce qui concerne les frais de personnel, la rémunération du conjoint de l'exploitant est déductible dans les limites prévues à l'article 17.

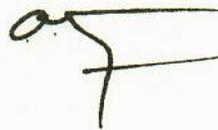
Art. 83 ter 3 : Le bénéfice déterminé conformément aux articles 83 ter 1 et 83 ter 2, sera incorporé à la base d'imposition de l'impôt sur le revenu.

## **B - Du Mode de Perception de l'Impôt sur le Revenu**

**Article 18** : Les dispositions de l'article 99-4 du Code Général des Impôts, relatives à la retenue à la source de 5% par les exportateurs de café et visées à l'article 20 de la Loi des finances 2000 sont abrogées.

## **C - Des majorations d'Impôt et Pénalités pour défaut ou insuffisance de déclaration**

**Article 19** : Les dispositions des articles 118, 119 et 121 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :



Au lieu de :

Art. 118 CGI : Le montant de l'impôt est majoré de 25 % lorsque le contribuable est taxé d'office par l'application des dispositions de l'article 116 ci-dessus.

Toute déclaration non produite après mise en demeure par lettre recommandée fera l'objet d'une taxation d'office dont le montant sera majoré de 100 %.

Lire :

Art. 118 CGI : Le montant de l'impôt est majoré de 50 % lorsque le contribuable est taxé d'office par l'application des dispositions de l'article 116 ci-dessus.

Toute déclaration non produite après mise en demeure par lettre recommandée ou portée au contribuable avec décharge, fait l'objet d'une taxation d'office dont le montant est majoré d'une pénalité de 100 %.

Au lieu de :

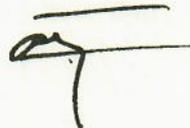
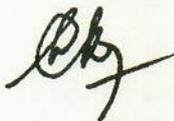
Art. 119 CGI : Dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un revenu insuffisant d'au moins un dixième ou 20.000 francs, l'impôt est majoré de 50 % sur la portion des droits correspondant au revenu non déclaré. La majoration est portée à 300 % si l'insuffisance excède le dixième du revenu imposable ou la somme de 100.000 francs et si l'intention frauduleuse est démontrée.

Cette dernière majoration peut n'être portée qu'au double des droits lorsque les déclarations du contribuable afférentes aux trois années antérieures ont été souscrites dans les délais réglementaires et n'ont pas fait l'objet de rectification ayant entraîné l'application de pénalités.

Lire :

Art. 119 CGI : Dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un revenu insuffisant d'au moins un dixième ou 100.000 francs l'impôt est majoré de 100 % sur la portion des droits correspondants au revenu non déclaré. La majoration est portée à 300 % si l'insuffisance excède le dixième du revenu imposable ou la somme de 500.000 francs et si l'intention frauduleuse est démontrée.

Cette dernière majoration peut n'être portée qu'au double des droits lorsque les déclarations du contribuable afférentes aux trois années antérieures ont été souscrites dans les délais réglementaires et n'ont pas fait l'objet de rectification ayant entraîné l'application de pénalités.



**Article 20 :** Certains termes contenus dans les dispositions de l'article 121 du Code Général des Impôts sont modifiés comme suit :

Au lieu de :

Art. 121 : La déclaration sciemment inexacte des avoirs hors de la R.C.A, visée à l'article 112, comme l'absence de déclaration, est punie, outre des sanctions prévues par l'article 221 du Code Pénal, d'une amende égale (décimes compris) à la moitié du montant de l'avoir dissimulé, sans préjudice de l'affichage du nom du contrevenant et des motifs de la contravention à la porte de la résidence du Maire, de l'Administrateur-Maire ou du Chef de Région du lieu de son imposition.

Les poursuites sont engagées sur les plaintes de l'Inspecteur des contributions directes, sans qu'il y ait lieu, au préalable, de mettre l'intéressé en demeure de faire ou de compléter sa déclaration.

Les articles 37, 38 et 43 du Code pénal sont applicables au délit spécifié au présent article.

Lire :

Art. 121 : La déclaration sciemment inexacte des avoirs hors de la R.C.A, visée à l'article 112, comme l'absence de déclaration, est punie, outre des sanctions prévues par l'article 221 du Code Pénal, d'une amende égale à la moitié du montant de l'avoir dissimulé, sans préjudice de l'affichage du nom du contrevenant et des motifs de la contravention devant l'établissement et/ou par la communication par voie de presse.

Les poursuites sont engagées sur plainte de la Direction Générale des Impôts et des Domaines, sans qu'il y ait lieu, au préalable, de mettre l'intéressé en demeure de faire ou de compléter sa déclaration.

Les articles 37, 38 et 43 du Code pénal sont applicables au délit spécifié au présent article.

D - **Minimum Fiscal**

**Article 21 :** Les dispositions de l'article 29 de la Loi des Finances 1999, modifiant et complétant les termes de l'article 125 bis 8 du Code Général des Impôts, sont complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

- |   |     |
|---|-----|
| - marchands en gros de boissons         | 5 % |
| - marchands en gros de cigarettes       | 5 % |
| - marchands en gros d'huile et de savon | 3 % |
| - pharmaciens                           | 3 % |
| - importateurs                          | 3 % |
| - gérants de station service            | 1 % |



Lire

- marchands en gros de boissons	5 %
- marchands en gros de cigarettes	5 %
- commerçants achetant auprès d'un grossiste ou d'un demi grossiste	3 %
- pharmaciens	3 %
- importateurs	3 %
- gérants de station service	1 %

**IV/ IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

**Article 22 :** Les dispositions de l'article 147 du Code Général des Impôts, aménagées par la Loi de Finances 2000 en son article 22, sont modifiées comme suit :

Au lieu de :Insuffisance de déclaration

- En cas de retard, ou absence de dépôt de déclaration, amende fiscale de 2.000.000 de francs, si le retard est inférieur à un mois.

Le montant est augmenté de 300.000 francs par mois ou fraction de mois de retard supplémentaire. Tout mois commencé étant considéré comme un mois entier et limité à 5.000.000 de francs.

- Cette pénalité est portée à 100 % lorsque le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Lire :Insuffisance de déclaration

- Majoration de 100 % calculée sur le montant des droits éludés, lorsque l'insuffisance de déclaration est supérieure à 1/10<sup>e</sup> du bénéfice déclaré ou à 1.000.000 de francs.
- Cette pénalité est portée au double lorsque le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Au lieu de :Taxation d'office et absence de déclaration

- Majoration de 50 % calculée sur la totalité de la cote si la bonne foi du contribuable est établie ou présumée.




- Majoration du double des droits éludés lorsque le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Lire :

Absence de déclaration

Amende de 2.000.000 de francs, si le retard est inférieur à un mois ; ce montant est augmenté de 300.000 francs par mois ou fraction de mois de retard supplémentaire et plafonnée à 5.000.000 de francs.

Taxation d'office

- Pénalité de 100 % calculée sur la totalité de la cote, si la bonne foi du contribuable est établie ou présumée.

Cette pénalité est portée au double lorsque le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

- Impôt Minimum Forfaitaire

**Article 23 :** Les dispositions de l'article 150-2 du Code Général des Impôts, aménagées par l'article 32 de la Loi des Finances 1999, sont complétées ainsi qu'il suit :

Sont également soumis à la retenue à la source aux taux suivants :

- |   |      |
|---|------|
| - marchands en gros de boissons             | 5 %  |
| - marchands en gros de cigarettes           | 5 %  |
| - marchands en gros de tous autres produits | 3 %  |
| - marchands en gros de produits pétroliers  | 1 %. |

**Article 24 :** Les dispositions de l'article 150-1 alinéa 3 du Code Général des Impôts sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Toutefois, en ce qui concerne les sociétés forestières, le chiffre d'affaires à retenir est celui obtenu après déduction des frais de transports de la frontière de la R.C.A au port d'embarquement, et pour les intermédiaires qui touchent des commissions brutes dont les taux sont fixés par les lois et règlements, le chiffre d'affaires de référence est le montant des commissions perçues.

Lire :

Toutefois, en ce qui concerne pour les intermédiaires des sociétés forestières qui touchent des commissions brutes dont les taux sont fixés par les lois et règlements, le chiffre d'affaires de référence est le montant des commissions perçues.



## V/ DROIT D'ENREGISTREMENT ET DU TIMBRE

**Article 25 :** Les dispositions des articles 235 et 236 du Code de l'Enregistrement et du Timbre sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 235 : sont assujettis au Droit d'Enregistrement au taux de 3 % les adjudications, marchés de travaux ou de fournitures passés avec l'Etat, les Collectivités Territoriales ou les Etablissements Publics.

Lire :

Article 235 : Sont assujettis au Droit d'Enregistrement au taux de 3% les adjudications au rabais et les marchés de travaux ou de fournitures passés avec l'Etat, les Collectivités Territoriales ou les Etablissements Publics.

Article 236 : Sont assujettis à un Droit d'Enregistrement de 3 % les adjudications au rabais et marchés pour construction, réparation et entretien, et tous autres objets susceptibles d'estimation faits entre particuliers qui ne contiennent ni vente, ni promesse de livrer des marchandises, denrées ou autres objets mobiliers sauf ce qui est dit à l'article 237 ci-après.

## VII/ TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

**Article 26 :** Les dispositions de certains articles du Code Général des Impôts prévues à l'article 34 de la Loi de Finances 2000 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Article 229 du C.G.I

Au lieu de :

Il est institué sur les activités économiques exercées en République Centrafricaine un régime de taxe sur la valeur ajoutée, en abrégé TVA ; Ce régime entre en vigueur au 1<sup>er</sup> Juillet 2000.

Lire :

Il est institué sur les activités économiques exercées en République Centrafricaine un régime de taxe sur la valeur ajoutée, en abrégé TVA, ce régime entre en vigueur au 1<sup>er</sup> Janvier 2001.

Le reste sans changement.



Article 234 du C.G.I

Au lieu de :

Le paiement de la taxe s'effectue à la recette des impôts de la Direction Générale des Impôts et des Domaines. Le redevable non résident est tenu de désigner à l'administration fiscale un représentant solvable accrédité résidant sur le territoire centrafricain, qui est solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt. Ce représentant doit être unique et lui même assujetti à la TVA.

En cas de non désignation d'un représentant, la TVA et, le cas échéant, les pénalités y afférentes doivent être payées par la personne cliente pour le compte de la personne n'ayant pas en Centrafrique un établissement stable ou une installation professionnelle permanente.

Lire :

Le paiement de la taxe s'effectue à la recette des impôts de la Direction Générale des Impôts et des Domaines. Le redevable non résident est tenu de désigner à l'administration fiscale un représentant solvable accrédité résidant sur le territoire centrafricain, qui est solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt. Ce représentant doit être unique et lui même assujetti à la TVA.

En cas de non désignation d'un représentant, la TVA et, le cas échéant, les pénalités y afférentes doivent être payées par la personne cliente pour le compte de la personne n'ayant pas en Centrafrique un établissement stable ou une installation professionnelle permanente.

Exception : En ce qui concerne uniquement les transports inter CEMAC, les opérations sont réputées faites en R.C.A si le transporteur y est domicilié ou y a fixé son siège social, même lorsque le principal de l'opération s'effectue dans un autre Etat membre.

Les commissions sont réputées perçues en RCA à l'occasion des ventes de titres de transport par les agences de voyages ou par les entreprises ayant une activité de cette nature quels que soient la destination, le mode de transport ou le siège de la société de transport.

Article 235 alinéa 4 du C.G.I

Au lieu de :

L'exigibilité intervient :

- pour les ventes, lors de la livraison ;
- pour les importations, lors de la mise à la consommation ;



- pour les livraisons et les prestations à soi-même, lors de la première utilisation ou mise en service ;
- pour les prestations de service et les affaires réalisées avec l'Etat ou les collectivités locales, lors de l'encaissement du prix ou des acomptes.

Toute TVA facturée est due.

Lire :

L'exigibilité intervient :

- pour les ventes et les échanges, lors de la livraison ;
- pour les prestations de services, l'encaissement du prix ;
- pour les travaux à façon, l'encaissement du prix ;
- pour les travaux immobiliers, l'encaissement du prix ou des acomptes ;
- pour les importations, lors de la mise à la consommation ;
- pour les livraisons et les prestations à soi-même, lors de la première utilisation ou de la première mise en service ;
- pour les affaires réalisées avec l'Etat et les Collectivités Locales, lors de l'encaissement du prix.

Toute TVA facturée est due.

#### Article 236 du CGI

Au lieu de :

La base d'imposition comprend l'ensemble des sommes ou valeurs reçues ou à recevoir en contrepartie de la livraison des biens ou de la prestation de service rendue. Elle est constituée par le prix principal auquel il faut ajouter les compléments de prix et les frais accessoires acquittés par le client, les impôts, droits et taxes à l'exclusion de la TVA elle-même.

La base d'imposition est notamment constituée par :

- le montant des marchés, mémoires ou factures pour les travaux immobiliers ;
- la valeur des produits reçus en paiement du bien livré, augmentée éventuellement du montant de la soulte encaissée pour les échanges ;
- toutes les sommes et tous les avantages reçus et, le cas échéant, la valeur des biens incorporés dans l'exécution du service, en ce qui concerne les prestations de services ;
- le prix de revient des biens pour les livraisons à soi-même ;
- la valeur en douane augmentée des droits de douanes et du droit d'accises ;
- d'une manière générale, le prix payé par le client y compris les droits et taxes dont le droit d'accises à l'exclusion de la TVA elle-même.

Lire :

La base d'imposition comprend l'ensemble des sommes ou valeurs reçues ou à recevoir en contrepartie de la livraison des biens ou de la prestation de service rendue. Elle est constituée par le prix principal auquel il faut ajouter



les compléments de prix et les frais accessoires acquittés par le client, les impôts, droits et taxes à l'exclusion de la TVA elle-même.

La base d'imposition est notamment constituée par :

- le montant des marchés, mémoires ou factures pour les travaux immobiliers ;
- la valeur des produits reçus en paiement du bien livré, augmentée éventuellement du montant de la soulte encaissée pour les échanges ;
- toutes les sommes et tous les avantages reçus et, le cas échéant, la valeur des biens incorporés dans l'exécution du service, en ce qui concerne les prestations de services ;
- le prix de revient des biens pour les livraisons à soi-même ;
- la valeur en douane augmentée des droits de douanes et du droit d'accises ;
- d'une manière générale, le prix payé par le client y compris les droits et taxes dont le droit d'accises à l'exclusion de la TVA elle-même.

La base imposable à la TVA, en ce qui concerne les importations, est établie en ajoutant à la valeur imposable telle qu'elle est définie par les articles 23 à 26 du code des douanes de la C.E.M.A.C, le montant du droit de douanes et du droit d'accises.

#### Article 240 du CGI

Au lieu de :

- un taux zéro : 0 % applicable aux exportations et aux transports internationaux.

Lire :

- un taux zéro (0 %) applicable aux exportations, à leurs accessoires et aux transports internationaux y afférents.

#### Article 246 du CGI :

Au lieu de :

Les entreprises qui cessent leurs activités au bout de cinq ans d'exercice sont redevables d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) antérieurement déduite sur leurs immobilisations et sur les biens autres qu'immobilisations qui ne concourent plus à la réalisations d'une opération imposable. Cette fraction est égale au montant de la déduction diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition.

La régularisation est exigée lorsque la cessation d'activité intervient avant le commencement de la quatrième année de l'acquisition.

Lire :

Les entreprises qui cessent leurs activités avant le délai de cinq ans d'exercice sont redevables d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)



antérieurement déduite sur leurs immobilisations et sur les biens autres qu'immobilisations qui ne concourent plus à la réalisations d'une opération imposable. Cette fraction est égale au montant de la déduction diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition.

La régularisation est exigée lorsque la cessation d'activité intervient avant le commencement de la quatrième année suivant celle de l'acquisition.

Article 256 du CGI

Au lieu de :

La taxe sur la valeur ajoutée perçue à l'importation est liquidée et recouvrée par l'administration des Douanes.

Lire :

La taxe sur la valeur ajoutée perçue à l'importation est liquidée, recouvrée par l'administration des Douanes et reversée à la recette des Impôts.

Article 269 du CGI

Au lieu de :

Dès lors qu'ils sont soumis à la TVA, les assujettis cessent d'être soumis à la TCA.

Cependant, les sommes perçues par les prestataires de service en paiement des ventes, des travaux ou des services exécutés ou facturés avant la date de mise en application de la TVA, demeurent soumises à la TCA.

Les crédits de TCA à fin juin 2000 sont reportables, après validation sur la TVA à payer à compter de la date d'instauration de celle-ci jusqu'au 31 Décembre 2000. Passé ce délai, le redevable autorisé perd le bénéfice de la déduction.

Toutefois, en attendant l'institution de l'impôt libérateur (impôt synthétique), les personnes visées à l'article 230 seront soumises à la TVA selon le régime du forfait.

Lire :

Article 269 du CGI :

Dès lors qu'ils sont soumis à la TVA, les assujettis cessent d'être soumis à la TCA.



Cependant, les sommes perçues par les prestataires de service en paiement des ventes, des travaux ou des services exécutés ou facturés avant la date de mise en application de la TVA, demeurent soumises à la TCA.

Les crédits de TCA à fin décembre 2000 ne sont pas reportables sur la TVA à payer.

Ces crédits feront l'objet d'un traitement spécial comme dettes intérieures privilégiées.

**Article 27 :** Dans le cadre de la clause de sauvegarde, l'application des dispositions de l'article 231-7 du Code Général des Impôts relatives à la taxation des produits pétroliers est suspendue.

## **VIII/ DROITS D'ACCISES**

**Article 28 :** Les dispositions de l'article 16 de la Loi n°94.003 du 22 Mars 1994 relatives au Droit d'Accises sont modifiées, complétées et reversées dans un article 269 bis du Code Général des Impôts ainsi qu'il suit :

### **PARAGRAPHE I : CHAMP D'APPLICATION**

Article 269 bis du CGI : Les Droits d'Accises ad valorem sont applicables aux produits énumérés à l'annexe des présentes dispositions.

### **PARAGRAPHE II : FAIT GENERATEUR ET EXIGIBILITE**

#### **Section I : Fait Générateur**

Article 269 bis 1 : Le fait générateur du Droit d'Accises est défini comme en matière de TVA, conformément aux dispositions de l'article 235 du Code Général des Impôts.

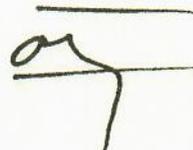
#### **Section II : Exigibilité**

Article 269 bis 2 : L'exigibilité du Droit d'Accises est définie comme en matière de TVA, conformément aux dispositions de l'article 235 du Code Général des Impôts.

### **PARAGRAPHE III : BASE ET TAUX D'IMPOSITION**

#### **Section I : Base d'Imposition**

Article 269 bis 3 : La base d'imposition du Droit d'Accises est identique à celle définie à l'article 236 et suivants en matière de TVA.



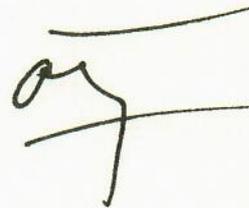
Cependant, la base d'imposition du Droit d'Accises est exclusive de la TVA.

Article 269 bis 4 : Pour le calcul du Droit d'Accises, la base d'imposition est arrondie au millier de francs CFA inférieur.

Section II : Taux d'Imposition

Article 269 bis 5 : Le taux applicable au Droit d'Accises sur les produits énumérés à l'annexe est de 20% majoré de 3% de taxe communautaire d'intégration (T.C.I).

Ce taux est applicable aussi bien au niveau intérieur qu'au niveau du cordon douanier.



**ANNEXE****LISTE DES PRODUITS SOUMIS AU DROIT D'ACCISES**  
**AU TAUX DE 20%****Libellé Simplifié**

<b>CHAPITRE</b>	<b>LIBELLE</b>
22	Boissons Alcoolisées
24	Cigarettes et Tabacs
33	Parfums et Cosmétiques
71	Bijoux, Pierres Précieuses
93	Armes et Munitions
03 03.10.00	Saumons du Pacifique, Congelés
03 05.20.00	Foies, Œufs et Laitances de Poisson, Sèches, Fumes, Sales ou en Saumures
03 03.80.00	Caviar et Foie Gras



## **B. DISPOSITIONS DOUANIERES**

### **I/ DU DROIT D'ACCISES ET DE LA TAXE COMMUNAUTAIRE D'INTEGRATION**

**Article 29 :** Sont abrogées les dispositions des articles 36 et 38 de la Loi de Finances 2000 relatives au droit d'accises et à la Taxe Communautaire d'Intégration (T.C.I).

**Article 30 :** Le taux de la taxe communautaire d'intégration au profit de la C.E.M.A.C est fixé à 2% sur les marchandises de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> catégorie et de 3% pour les produits soumis au droit d'accises.

### **II/ DU DROIT DE SORTIE SUR LE BOIS, LE CAFE, LE COTON ET LE TABAC**

**Article 31 :** Sont abrogées les dispositions de l'article 47 de la Loi de Finances 1999 relatives exclusivement aux droits de sortie applicables au coton, café et tabac.

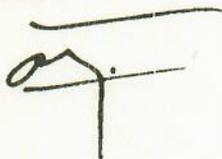
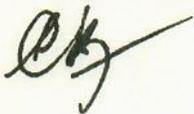
**Article 32 :** L'imposition à l'Impôt Minimum Forfaitaire à l'occasion de l'exportation de bois est supprimée.

**Article 33 :** Les droits de sortie applicables aux bois à l'exportation sont fixés ainsi qu'il suit :

- 1) Grumes : 10,5% de la valeur FOT- R.C.A ;
- 2) Sciages : 4,05% de la valeur FOT- R.C.A.

Le FOT- R.C.A sera déterminé trimestriellement par un arrêté interministériel.

**Article 34 :** Le taux du droit d'accises est fixé à 20%. Il s'applique uniformément au cordon douanier ainsi qu'à l'intérieur et vise des produits énumérés au tarif des douanes relevant des mêmes chapitres et positions tarifaires.



### III/ DE LA FISCALITE FORESTIERE

**Article 35 :** Les dispositions de l'article 30 de la Loi de Finances 1998 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Les titulaires des permis d'exploitation et d'aménagement sont tenus au paiement d'un loyer annuel dont le taux est fixé à 300 F CFA l'hectare pour les permis visés à l'article 33 de la présente loi.

Lire :

Les titulaires des permis d'exploitation et d'aménagement sont tenus au paiement de la partie fixe équivalent à un loyer annuel dont le taux est fixé à 500 F CFA l'hectare.

**Article 36 :** Les dispositions de l'article 53 alinéa 2 de la Loi de Finances 1995 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Le taux de la taxe d'abattage est fixé à 5% de la valeur mercuriale par mètre cube établi à l'article 72 du présent code.

Lire :

Le taux de la taxe d'abattage est fixé à 7% de la valeur mercuriale par mètre cube établi à l'article 72 du Code Forestier.

**Article 37 :** Les dispositions de l'article 29 alinéa 3 de la Loi de Finances 1998 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

En ce qui concerne la taxe de reboisement dont le montant est ramené de 10 à 8 %, le rapport est de 50 % pour le Fonds de Développement Forestier et Touristique (F.D.F.T) et 25% à la Direction des Domaines pour le compte du Trésor Public et 25 % aux Communes.

Lire :

En ce qui concerne la taxe de reboisement dont le taux est passé de 8 à 11%, le rapport est de 50 % pour le Compte d'Affectation Spéciale « Développement Forestier et Touristique », 25% à la Direction des Domaines pour le compte du Trésor Public et 25 % aux Communes.

Le reste sans changement.



## IV/ DE LA FISCALITE DIAMANTAIRE ET AURIFERE

**Article 38 :** Les dispositions de l'article 32 de la Loi de Finances 1998 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Les taux de droits de sortie applicables aux produits énumérés ci-dessous sont fixés ainsi qu'il suit :

TARIFS	LIBELLE SIMPLIFIE	TAUX
71.02	Diamants Bruts	5,75% de la valeur d'expertise BECDOR
71.02	Diamants Travailleés	3,75% de la valeur transactionnelle
71.08	Or Bruts	3,75% de la valeur d'expertise BECDOR
	Or Travailleés	1,75% de la valeur transactionnelle

L'exportation du diamant brut et de l'or est assujettie au paiement des droits et taxes dont les taux cumulés sont fixés à 5,75% pour le diamant et 3,75% pour l'or, se décomposant comme suit :

a) Pour le Diamant :

- Droits de Sortie 3% ;
- Impôt Minimum Forfaitaire 2% ;
- Fonds de Promotion Minière 0,75%.

b) Pour l'or :

- Droits de Sortie 2% ;
- Impôt Minimum Forfaitaire 1% ;
- Fonds de Promotion Minière 0,75%.

Lire :

Les taux de droits de sortie applicables aux produits énumérés ci-dessous sont fixés ainsi qu'il suit :

TARIFS	LIBELLE SIMPLIFIE	TAUX
71.02	Diamants Bruts	6% de la valeur d'expertise BECDOR
71.02	Diamants Travailleés	3,75% de la valeur transactionnelle
71.08	Or Bruts	3,75% de la valeur d'expertise BECDOR
	Or Travailleés	1,75% de la valeur transactionnelle




L'exportation du diamant brut et de l'or est assujettie au paiement des droits et taxes dont les taux cumulés sont fixés à 6% pour le diamant et 3,75% pour l'or, se décomposant comme suit :

- a) Pour le Diamant :
  - Droits de Sortie 5% ;
  - Taxe de Promotion Minière 0,75% ;
  - Redevance Informatique Douanes et Trésor 0,25%.
  
- b) Pour l'or :
  - Droits de Sortie 3% ;
  - Taxe de Promotion Minière 0,75% ;

Le reste sans changement.

## V/ DES EXONERATIONS

**Article 39 :** Le taux de la redevance de gestion des exonérations (R.G.E) fixé par l'article 49 de la Loi de Finances 1995 est ramené de 10% à 8%.

Le reste sans changement.

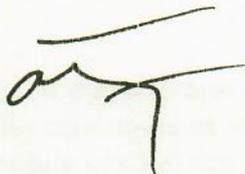
**Article 40 :** Les dispositions de l'article 43 de la Loi de Finances 2000 sont abrogées.

Dans l'attente de la révision du code minier centrafricain, le régime douanier applicable au secteur minier est celui édicté par la Communauté Economique et Monétaire en Afrique Centrale (C.E.M.A.C).

## VI/ DE LA PROFESSION DE COMMISSIONNAIRE EN DOUANE AGREE

**Article 41 :** Les dispositions de l'article 42 de la Loi de Finances 2000 sont complétées ainsi qu'il suit :

L'entrée en entrepôt fictif est désormais subordonnée au paiement d'un acompte de 30% de la valeur CAF des marchandises soumises au tarif extérieur commun.



## TITRE III

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES.

**Article 42 :** Il est établi une corrélation entre les engagements et la trésorerie de l'Etat, à l'exception des dépenses obligatoires.

Lorsque le Trésor Public accuse un déficit de trésorerie, le Ministre chargé des Finances est tenu de limiter le niveau des engagements des dépenses courantes en dessous du montant du plafonnement mensuel du crédit inscrit.

**Article 43 :** Seules les sociétés ou entreprises légalement constituées, agréées par le service des marchés et pouvant justifier d'un numéro d'identification fiscale et d'une situation fiscale régulière par production d'un quitus délivré conjointement par la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et le Trésor Public peuvent être autorisées à soumissionner aux marchés de l'Etat, des organismes de l'Etat ou Para - Etatiques et des collectivités locales.

Dans le cadre de cette procédure, celle de l'appel d'offre ouvert ou restreint est également obligatoire ; les seules exceptions à cette règle sont celles édictées par les textes officiels régissant le régime des marchés publics.

Les marchés sont soumis à la procédure d'enregistrement et au paiement des droits y afférents.

Les seules exceptions sont régies par les actes ou conventions particulières dispensant de ces droits la ou les parties contractantes.

**Article 44 :** Les fournisseurs et prestataires de services doivent avant tout commencement d'exécution des travaux, s'assurer que le bon de commande ou le marché a bien été visé par le Directeur du contrôle financier, sous peine de ne pouvoir prétendre au paiement sur le Budget de l'Etat de leur facture.

**Article 45 :** Le montant maximum autorisé des achats sur facture est fixé comme suit :

- dépenses d'alimentations de fournitures et d'équipement	7.500.000 F CFA
- dépenses de prestation de service	8.500.000 F CFA
- dépenses de travaux	15.000.000 F CFA

Au-delà de ces limites, la procédure d'achat sur marché est obligatoire.

**Article 46 :** Au début de chaque exercice, le Ministère des Finances publie la liste des entreprises habilitées à travailler pour le compte de l'Etat. Cette liste est révisable tous les six mois. Le visa du Contrôle Financier ne pourra pas être délivré à un fournisseur ne figurant pas sur cette liste.



**Article 47 :** Tout administrateur de crédits ayant certifié un service fait sans que la prestation, la fourniture ou les travaux aient été exécutés sera pécuniairement responsable vis-à-vis de l'Etat du montant du paiement effectué irrégulièrement. Un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'administrateur concerné, sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être menées contre lui.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS DIVERSES

**Article 48 :** Sont autorisés, l'arrêt et l'apurement définitifs des comptes de l'Etat antérieurs à l'exercice 2001 sans préjudice des droits constatés.

Un arrêté du Ministre chargé des Finances précise les modalités d'application de la présente disposition.

**Article 49 :** La date limite des engagements de l'Etat pour l'exercice 2001 est fixée au 15 novembre 2001.

**Article 50 :** La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2001 est fixée au 31 décembre 2001.

**Article 51 :** Un arrêté du Ministre chargé des Finances déterminera la période complémentaire pour la comptabilisation des dépenses ordonnancées au titre de l'année 2001.

**Article 52 :** Les dispositions des Lois de Finances antérieures non expressément abrogées restent en vigueur.

**Article 53 :** Les dispositions de la présente Loi prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2001.

**Article 54 :** La présente Loi sera enregistrée et publiée au Journal Officiel.

Fait à BANGUI, le 29 Décembre 2000



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a vertical line.

Ange Félix PATASSE

# **TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL**

**EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES  
INITIALE 2001**

<i>(en milliers de F.CFA)</i>	Loi de finances rectificative 1 999	Loi de Finances initiale 2 000	Loi de Finances initiale 2 001	Variation 2001/ 2000 (%)
<b>Charges:</b>				
<b>Dépenses primaires</b>	<b>46 638 626</b>	<b>49 314 550</b>	<b>51 916 605</b>	<b>5,28</b>
Traitement et salaires	26 412 600	26 398 600	27 598 600	4,55
Biens et services	13 477 646	14 706 170	15 718 425	6,88
Transferts et subventions	6 748 380	8 209 780	8 599 580	4,75
<b>Service de la dette</b>	<b>20 066 610</b>	<b>30 440 590</b>	<b>24 783 863</b>	<b>-18,58</b>
Intérêt	6 524 620	9 481 990	7 695 610	-18,84
Capital	13 541 990	20 958 600	17 088 253	-18,47
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>61 425 848</b>	<b>64 772 000</b>	<b>58 371 400</b>	<b>-9,88</b>
Budget de l'Etat	18 340 939	12 163 000	12 720 000	4,58
Financements extérieurs	43 084 909	52 609 000	45 651 400	-13,23
<b>Total des charges</b>	<b>128 131 084</b>	<b>144 527 140</b>	<b>135 071 868</b>	<b>-6,54</b>
<b>Ressources:</b>				
Recettes fiscales	53 292 000	56 349 000	57 424 000	1,91
Revenu des domaines	1 200 000	1 362 940	1 672 000	22,68
Recettes et produits divers	6 869 000	4 775 000	7 551 000	58,14
Contributions, subventions Fonds de concours et produits participation	400 000	400 000	400 000	0,00
Recettes à affectation spéciale	4 839 000	5 129 000	5 320 000	3,72
Recettes exceptionnelles	3 498 000	2 400 000	1 000 000	-58,33
Produits des avals	350 000	550 000	550 000	0,00
<b>Ressources propres</b>	<b>70 448 000</b>	<b>70 965 940</b>	<b>73 917 000</b>	<b>4,16</b>
<b>Ressources extérieures</b>	<b>43 084 909</b>	<b>52 609 000</b>	<b>45 651 400</b>	<b>-13,23</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>113 532 909</b>	<b>123 574 940</b>	<b>119 568 400</b>	<b>-3,24</b>
<b>Déficit budgétaire</b>	<b>-14 598 175</b>	<b>-20 952 200</b>	<b>-15 503 468</b>	<b>-26,01</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>1 970 435</b>	<b>7 088 390</b>	<b>8 280 395</b>	<b>16,82</b>

# RESSOURCES

TABLEAU PREVISIONNEL DETAILLÉ DES RESSOURCES					
NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>53 292 000</b>	<b>56 349 000</b>	<b>57 424 000</b>	<b>1 075 000</b>	<b>1,9</b>
<b>IMPOTS DIRECTS</b>	<b>12 062 000</b>	<b>12 645 000</b>	<b>16 280 000</b>	<b>3 635 000</b>	<b>28,7</b>
Impôts forfaitaires sur le revenu	1 360 000	1 325 000	2 995 000	1 670 000	126,0
Impôts sur le revenu	4 000 000	3 600 000	3 535 000	-65 000	-1,8
Impôts sur les sociétés	1 500 000	2 300 000	4 050 000	1 750 000	76,1
Impôts fonciers	500 000	500 000	300 000	-200 000	-40,0
Patentes et Licences	1 600 000	1 900 000	2 200 000	300 000	15,8
Impôt libératoire	0	0	400 000	400 000	-
Autres impôts directs	3 102 000	3 020 000	2 800 000	-220 000	-7,3
<b>IMPOTS INDIRECTS</b>	<b>40 309 000</b>	<b>42 733 000</b>	<b>39 953 000</b>	<b>-2 780 000</b>	<b>-6,5</b>
Impôts indirects DGID	8 575 000	10 865 000	22 618 000	11 753 000	108,2
Droits et Taxes à l'importation	21 724 000	24 784 000	12 117 000	-12 667 000	-51,1
Droits et Taxes à l'exportation	4 020 000	2 884 000	2 800 000	-84 000	-2,9
Autres recettes douanières	5 990 000	4 200 000	2 418 000	-1 782 000	-42,4
<b>DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES</b>	<b>760 000</b>	<b>810 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>290 000</b>	<b>35,8</b>
<b>TAXES ACCESSOIRES</b>	<b>161 000</b>	<b>161 000</b>	<b>91 000</b>	<b>-70 000</b>	<b>-43,5</b>
<b>REVENUS DES DOMAINES</b>	<b>1 200 000</b>	<b>1 362 940</b>	<b>1 672 000</b>	<b>309 060</b>	<b>22,7</b>
<b>RECETTES ET PRODUITS DIVERS</b>	<b>6 869 000</b>	<b>4 775 000</b>	<b>7 551 000</b>	<b>2 776 000</b>	<b>58,1</b>
Recettes des exploitations & services	196 000	223 000	290 000	67 000	30,0
Produits divers	1 728 000	1 128 000	2 672 000	1 544 000	136,9
Comptes d'affectation spéciale	4 945 000	3 424 000	4 589 000	1 165 000	34,0
<b>CONTRIBUTIONS SUBVENTIONS FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS DE PARTICIP.</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
Produits de participation	400 000	400 000	400 000	0	0,0
<b>RECETTES A AFFECTATION SPEC.</b>	<b>4 839 000</b>	<b>5 129 000</b>	<b>5 320 000</b>	<b>191 000</b>	<b>3,7</b>
Fonds Routier	2 656 000	3 166 000	3 632 000	466 000	14,7
Autres recettes affectées	2 183 000	1 963 000	1 688 000	-275 000	-14,0
<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>3 498 000</b>	<b>2 400 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>-1 400 000</b>	<b>-58,3</b>
<b>PRODUITS DES AVALS</b>	<b>350 000</b>	<b>550 000</b>	<b>550 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>70 448 000</b>	<b>70 965 940</b>	<b>73 917 000</b>	<b>2 951 060</b>	<b>4,2</b>

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE 01 - RECETTES FISCALES</b>	<b>53 292 000</b>	<b>56 349 000</b>	<b>57 424 000</b>	<b>1 075 000</b>	<b>1,9</b>
<b>CHAPITRE 1 - IMPOTS DIRECTS</b>	<b>12 062 000</b>	<b>12 645 000</b>	<b>16 280 000</b>	<b>3 635 000</b>	<b>28,7</b>
<b>1-01 - Impôts forfaitaires sur le revenu</b>	<b>1 360 000</b>	<b>1 325 000</b>	<b>2 995 000</b>	<b>1 670 000</b>	<b>126,0</b>
1-01-01 - Impôt forfaitaire revenu Personnes Physiques	1 300 000	1 300 000	2 900 000	1 600 000	123,1
1-01-02 - Taxe additionnelle	60 000	25 000	95 000	70 000	280,0
<b>1-02 - Impôts sur le revenu</b>	<b>4 000 000</b>	<b>3 600 000</b>	<b>3 535 000</b>	<b>-65 000</b>	<b>-1,8</b>
1-02-01 - Impôt sur le revenu	2 000 000	1 500 000	2 025 000	525 000	35,0
1-02-02 - Minimum. Fiscal/Bénéf. Industriel et Commercial	800 000	1 000 000	650 000	-350 000	-35,0
1-02-04 - Retenus sur Revenus Capitaux Mobiliers (RCM)	200 000	100 000	60 000	-40 000	-40,0
1-02-05 - Autres (T/achats Diamants)	1 000 000	1 000 000	800 000	-200 000	-20,0
<b>1-03 - Impôts sur les sociétés</b>	<b>1 500 000</b>	<b>2 300 000</b>	<b>4 050 000</b>	<b>1 750 000</b>	<b>76,1</b>
1-03-01 - Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	1 000 000	2 000 000	3 850 000	1 850 000	92,5
1-03-02 - Impôts sur les sociétés	500 000	300 000	200 000	-100 000	-33,3
<b>1-04 - Impôts fonciers</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>300 000</b>	<b>-200 000</b>	<b>-40,0</b>
1-04-01 - Contrib. foncière des propriétés bâties	410 000	410 000	250 000	-160 000	-39,0
1-04-02 - Contrib. foncière non bâties	90 000	90 000	50 000	-40 000	-44,4
<b>1-05 - Patentes et licences</b>	<b>1 600 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>2 200 000</b>	<b>300 000</b>	<b>15,8</b>
1-05-01 - Contribution des patentes	1 400 000	1 700 000	1 929 000	229 000	13,5
1-05-02 - Contribution des licences	200 000	200 000	271 000	71 000	35,5
<b>1-06 - Pénalités</b>	<b>215 000</b>	<b>320 000</b>	<b>300 000</b>	<b>-20 000</b>	<b>-6,3</b>
1-06-01 - Majoration pour retard	15 000	20 000	20 000	0	0,0
1-06-02 - Pénalités Direction Générale Impôts et Domaines	200 000	300 000	280 000	-20 000	-6,7
<b>1-07 - Impôt libératoire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>-</b>
1-07-01 - Impôt libératoire			400 000	400 000	-
<b>1-08 - Recettes sur exercices antérieurs</b>	<b>2 887 000</b>	<b>2 700 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>-200 000</b>	<b>-7,4</b>
1-08-01 - Recettes sur exercices antérieurs	2 887 000	2 700 000	2 500 000	-200 000	-7,4

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>CHAPITRE 2 - IMPOTS INDIRECTS</b>	<b>40 309 000</b>	<b>42 733 000</b>	<b>39 953 000</b>	<b>-2 780 000</b>	<b>-6,5</b>
<b>2-01 - Taxe sur valeur ajoutée et Droits d'Accises</b>	<b>6 700 000</b>	<b>8 960 000</b>	<b>20 528 000</b>	<b>11 568 000</b>	<b>129,1</b>
2-01-01 - Taxe sur valeur ajoutée (TVA)	5 500 000	7 460 000	18 628 000	11 168 000	149,7
2-01-02 - Droits d'Accises	1 200 000	1 500 000	1 900 000	400 000	26,7
<b>2-02 - Autres impôts indirects</b>	<b>1 625 000</b>	<b>1 655 000</b>	<b>1 785 000</b>	<b>130 000</b>	<b>7,9</b>
2-02-01 - Contribution au développement social	1 530 000	1 550 000	1 580 000	30 000	1,9
2-02-03 - Taxe sur les transferts de fonds	80 000	100 000	200 000	100 000	100,0
2-02-04 - Taxe sur les produits de jeux	15 000	5 000	5 000	0	0,0
<b>2-03 - Pénalités</b>	<b>250 000</b>	<b>250 000</b>	<b>305 000</b>	<b>55 000</b>	<b>22,0</b>
2-03-01 - Pénalités	250 000	250 000	305 000	55 000	22,0
<b>2-04 - Droits et taxes à l'importation</b>	<b>21 724 000</b>	<b>24 784 000</b>	<b>12 117 000</b>	<b>-12 667 000</b>	<b>-51,1</b>
2-04-01 - Droits de douanes	5 700 000	6 970 000	5 593 000	-1 377 000	-19,8
2-04-02 - Droits d'Accises	650 000	650 000	1 032 000	382 000	58,8
2-04-03 - Taxe chiffre d'affaires Import.	7 050 000	8 080 000	0	-8 080 000	-100,0
2-04-04 - Surtaxe Temporaire	300 000	0	0	0	-
2-04-05 - Taxe Pétrolière	3 700 000	5 508 000	5 060 000	-448 000	-8,1
2-04-06 - Taxe complémentaire Hydrocarbures	2 400 000	1 890 000	0	-1 890 000	-100,0
2-04-08 - Taxe sur consommation hydrocarbures	1 000 000	560 000	0	-560 000	-100,0
2-04-09 - Financement dépôts intérieurs	303 000	315 000	0	-315 000	-100,0
2-04-10 - Recherche et exploration	121 000	201 000	0	-201 000	-100,0
2-04-11 - Redev. pour gestion des exonérations	350 000	10 000	30 000	20 000	200,0
2-04-13 - Redevance Conseil Centrafricain Chargeur	150 000	100 000	102 000	2 000	2,0
2-04-14 - Autres perceptions	0	500 000	300 000	-200 000	-40,0
<b>2-05 - Droits et taxes à l'exportation</b>	<b>4 020 000</b>	<b>2 884 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>-84 000</b>	<b>-2,9</b>
2-05-01 - Droits de sorties autres	3 900 000	2 884 000	2 800 000	-84 000	-2,9
2-05-04 - Taxes diverses à l'exportation	120 000	0	0	0	-
<b>2-07 - Autres recettes intérieures</b>	<b>5 400 000</b>	<b>4 400 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>-1 200 000</b>	<b>-27,3</b>
2-07-01 - Produit du contentieux douane	300 000	400 000	200 000	-200 000	-50,0
2-07-02 - Droits sur projets d'investissement	5 100 000	4 000 000	3 000 000	-1 000 000	-25,0
<b>2-08 - Recettes sur exercices antérieurs</b>	<b>590 000</b>	<b>550 000</b>	<b>218 000</b>	<b>-332 000</b>	<b>-60,4</b>
2-08-01 - Recettes sur exercices antérieurs	590 000	550 000	218 000	-332 000	-60,4
<b>2-09 - Prélèvement sur recettes fiscales</b>	<b>0</b>	<b>-750 000</b>	<b>-1 000 000</b>	<b>-250 000</b>	<b>33,3</b>
2-09-01 - Remboursement crédits TCA SOCOCA	0	-750 000	0	750 000	-100,0
2-09-02 - Remboursement crédits TCA	0	0	-1 000 000	-1 000 000	-

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>CHAP. 3 - DROITS D'ENREGIST. ET TIMB.</b>	<b>760 000</b>	<b>810 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>290 000</b>	<b>35,8</b>
<b>3-01 - Droits d'enregistrement</b>	<b>550 000</b>	<b>550 000</b>	<b>750 000</b>	<b>200 000</b>	<b>36,4</b>
3-01-01 - Droits d'enregistrement	550 000	550 000	750 000	200 000	36,4
<b>3-02 - Pénalités</b>	<b>30 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
3-02-01 - Pénalités	30 000	10 000	10 000	0	0,0
<b>3-03 - Droits de timbre</b>	<b>180 000</b>	<b>250 000</b>	<b>340 000</b>	<b>90 000</b>	<b>36,0</b>
3-03-01 - Droits de timbre	180 000	250 000	340 000	90 000	36,0
<b>CHAPITRE 4 - TAXES ACCESSOIRES</b>	<b>161 000</b>	<b>161 000</b>	<b>91 000</b>	<b>-70 000</b>	<b>-43,5</b>
<b>4-01 - Taxes accessoires</b>	<b>70 000</b>	<b>70 000</b>	<b>20 000</b>	<b>-50 000</b>	<b>-71,4</b>
4-01-02 - Taxes sur les armes à feu	30 000	30 000	15 000	-15 000	-50,0
4-01-03 - Commissions sur les transferts	40 000	40 000	5 000	-35 000	-87,5
<b>4-02 - Taxes pour services rendus</b>	<b>91 000</b>	<b>91 000</b>	<b>71 000</b>	<b>-20 000</b>	<b>-22,0</b>
4-02-01 - Délivrance permis de chasse	20 000	20 000	20 000	0	0,0
4-02-03 - Délivrance permis de conduire	50 000	50 000	30 000	-20 000	-40,0
4-02-04 - Délivrance de cartes grises	15 000	15 000	15 000	0	0,0
4-02-06 - Autres recettes sur véhicules	6 000	6 000	6 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE 02 - REVENUS DES DOMAINES</b>	<b>1 200 000</b>	<b>1 362 940</b>	<b>1 672 000</b>	<b>309 060</b>	<b>22,7</b>
<b>CHAPITRE 5 - REVENUS DES DOMAINES</b>	<b>1 200 000</b>	<b>1 362 940</b>	<b>1 672 000</b>	<b>309 060</b>	<b>22,7</b>
<b>5-01 - Revenus du domaine immobilier</b>	<b>124 000</b>	<b>109 000</b>	<b>99 000</b>	<b>-10 000</b>	<b>-9,2</b>
5-01-02 - Domaine privé	50 000	20 000	20 000	0	0,0
5-01-04 - Location de logements	30 000	30 000	10 000	-20 000	-66,7
5-01-05 - Taxe de publicité foncière	30 000	51 500	51 500	0	0,0
5-01-08 - Taxe domaniale	8 000	5 000	5 000	0	0,0
5-01-09 - Bornages	6 000	2 500	2 500	0	0,0
5-01-10 - Cessions logements	0	0	10 000	10 000	-
<b>5-02 - Revenus eaux, forêts, pêche, chasse</b>	<b>988 000</b>	<b>1 222 940</b>	<b>1 492 000</b>	<b>269 060</b>	<b>22,0</b>
5-02-01 - Recettes forestières (taxe abat. et loyer)	875 000	1 126 440	1 373 500	247 060	21,9
5-02-02 - Taxes d'abattage chasseurs résidents	3 000	3 000	3 000	0	0,0
5-02-03 - Taxes d'abattage non résidents	82 000	87 500	87 500	0	0,0
5-02-04 - Vente cornes et peaux	3 000	3 000	3 000	0	0,0
5-02-05 - Transactions forêts et chasses (ristournes)	3 000	3 000	3 000	0	0,0
5-02-06 - Taxe d'amodiation domaines de chasse	22 000	0	22 000	22 000	-
<b>5-03 - Revenus des mines</b>	<b>76 000</b>	<b>20 000</b>	<b>70 000</b>	<b>50 000</b>	<b>250,0</b>
5-03-01 - Domaine minier	26 000	20 000	20 000	0	0,0
5-03-02 - Saisies du service des mines	50 000	0	50 000	50 000	-
<b>5-04 - Revenus mobiliers</b>	<b>12 000</b>	<b>11 000</b>	<b>11 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
5-04-01 - Revenus des biens mobiliers	11 000	10 000	10 000	0	0,0
5-04-02 - Recettes du journal officiel	1 000	1 000	1 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE 03 - RECETTES ET PRODUITS DIVERS</b>	<b>6 869 000</b>	<b>4 775 000</b>	<b>7 551 000</b>	<b>2 776 000</b>	<b>58,1</b>
<b>CHAP. 6 - RECETTES D'EXPLOITATION DES SERV.</b>	<b>196 000</b>	<b>223 000</b>	<b>290 000</b>	<b>67 000</b>	<b>30,0</b>
<b>6-02 - Services de l'élevage</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
6-02-01 - Services de l'élevage	1 000	1 000	1 000	0	0,0
<b>6-03 - Service de santé publique</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
6-03-01 - Produits journées hospitalisation (public)	10 000	10 000	10 000	0	0,0
6-03-02 - Produits journées hospitalisation ( privé )	10 000	10 000	10 000	0	0,0
6-03-03 - Reversement honoraires	10 000	10 000	10 000	0	0,0
6-03-04 - Prod. cession hôpitaux (analyses, radios)	10 000	10 000	10 000	0	0,0
<b>6-04 - Services judiciaires et pénitentiaires</b>	<b>3 000</b>	<b>30 000</b>	<b>126 000</b>	<b>96 000</b>	<b>320,0</b>
6-04-02 - Amendes et frais de justice	3 000	30 000	126 000	96 000	320,0
<b>6-07 - Service des travaux publics</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>1 000</b>	<b>-1 000</b>	<b>-50,0</b>
6-07-02 - Garages régionaux fiches vérification technique	2 000	2 000	1 000	-1 000	-50,0
<b>6-08 - Services de l'urbanisme</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>8 000</b>	<b>-2 000</b>	<b>-20,0</b>
6-08-01 - Recettes du cadastre	1 000	1 000	1 000	0	0,0
6-08-02 - Ordonnances arbitrales et autres	9 000	9 000	7 000	-2 000	-22,2
<b>6-09 - Services Radio /Télévision</b>	<b>60 000</b>	<b>60 000</b>	<b>37 000</b>	<b>-23 000</b>	<b>-38,3</b>
6-09-01 - Communiqués	40 000	40 000	27 000	-13 000	-32,5
6-09-02 - Publicités	20 000	20 000	10 000	-10 000	-50,0
<b>6-10 - Services Education National</b>	<b>80 000</b>	<b>80 000</b>	<b>77 000</b>	<b>-3 000</b>	<b>-3,8</b>
6-10-01 - Droits d'inscription	30 000	30 000	27 000	-3 000	-10,0
6-10-02 - droits d'examen	50 000	50 000	50 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>CHAPITRE 7 - PRODUITS DIVERS</b>	<b>1 728 000</b>	<b>1 128 000</b>	<b>2 672 000</b>	<b>1 544 000</b>	<b>136,9</b>
<b>7-01 - Amendes et transactions</b>	<b>28 000</b>	<b>8 000</b>	<b>30 000</b>	<b>22 000</b>	<b>275,0</b>
7-01-01 - Amendes forfaitaires police gendarmerie	25 000	5 000	20 000	15 000	300,0
7-01-02 - Transactions du contrôle économique	3 000	3 000	10 000	7 000	233,3
<b>7-02 - Produits divers</b>	<b>250 000</b>	<b>0</b>	<b>305 000</b>	<b>305 000</b>	<b>-</b>
7-02-01 - Produits divers	250 000	0	305 000	305 000	-
<b>7-03 - Sureté aéroport</b>	<b>50 000</b>	<b>70 000</b>	<b>70 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
7-03-01 - Sureté aéroport	50 000	70 000	70 000	0	0,0
<b>7-04 - Taxe Cession Diam. Tail. Priv.</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
7-04-01 - Taxe Cession Diamants Taileries Privées	50 000	50 000	50 000	0	0,0
<b>7-05 - Retenues et reversement sur pensions et salaires</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>1 865 000</b>	<b>1 865 000</b>	<b>-</b>
7-05-01 - Retenues et reversement sur pensions	350 000	0	0	0	-
7-05-02 - Retenues et reversement sur salaires	0	0	1 865 000	1 865 000	-
<b>7-06 - Produits d'investissement</b>	<b>900 000</b>	<b>900 000</b>	<b>306 000</b>	<b>-594 000</b>	<b>-66,0</b>
7-06-01 - Produits d'investissement	900 000	900 000	306 000	-594 000	-66,0
<b>7-07 - Redevance Statistique</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>46 000</b>	<b>-54 000</b>	<b>-54,0</b>
7-07-01 - Redevance Statistique	100 000	100 000	46 000	-54 000	-54,0
<b>CHAPITRE 8 - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>	<b>4 945 000</b>	<b>3 424 000</b>	<b>4 589 000</b>	<b>1 165 000</b>	<b>34,0</b>
<b>8-01 - Compte d'Affectation Spéciale Droits et Taxes sur diamants et or</b>	<b>3 525 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 875 000</b>	<b>875 000</b>	<b>43,8</b>
8-01-01 - Droits de sortie diamant et or	2 000 000	1 200 000	2 500 000	1 300 000	108,3
8-01-02 - IMF sur diamants et or	1 200 000	600 000	0	-600 000	-100,0
8-01-03 - Taxes de promotion minière	325 000	200 000	375 000	175 000	87,5
<b>8-02 - Compte d'Affectation Spéciale de développement Forestier et Touristique</b>	<b>960 000</b>	<b>950 000</b>	<b>1 300 000</b>	<b>350 000</b>	<b>36,8</b>
8-02-01 - Produits Développement Forestier et Touristique	960 000	950 000	1 300 000	350 000	36,8
<b>8-03 - Compte d'Affectation Spéciale Equipement Urbain</b>	<b>100 000</b>	<b>114 000</b>	<b>114 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
8-03-01 - Aménagement et Equipements urbains	100 000	114 000	114 000	0	0,0
<b>8-04 - Compte d'Affectation Spéciale Redevance Informatique</b>	<b>360 000</b>	<b>360 000</b>	<b>300 000</b>	<b>-60 000</b>	<b>-16,7</b>
8-04-01 - Redevance Informatique Finances	360 000	360 000	300 000	-60 000	-16,7

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE 4 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION					
<b>CHAPITRE 9 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION					
<b>9-01- Produit Participation</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
9-01-01 - Produit Participation	200 000	200 000	200 000	0	0,0
9-01-02 - Dividendes BEAC	200 000	200 000	200 000	0	0,0
<b>TITRE 6 - RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>3 498 000</b>	<b>2 400 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>-1 400 000</b>	<b>-58,3</b>
<b>CHAPITRE 10 - RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>3 498 000</b>	<b>2 400 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>-1 400 000</b>	<b>-58,3</b>
10-01-01 - Vente de participation	3 000 000	2 400 000	1 000 000	-1 400 000	-58,3
10-01-03 - Fonds de Concours	498 000	0	0	0	-
<b>TITRE 7 - PRODUITS DES AVALS</b>	<b>350 000</b>	<b>550 000</b>	<b>550 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
<b>CHAPITRE 11 - REMBOURSEMENT SUR AVALS</b>	<b>350 000</b>	<b>550 000</b>	<b>550 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
11-01-01 - Remboursements sociétés d'Etat	200 000	400 000	400 000	0	0,0
11-01-02 - Autres remboursements	150 000	150 000	150 000	0	0,0

NOMENCLATURE DES RECETTES	COLLECTIF 1999	PREVISION 2000	PREVISION 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE 8 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE</b>	<b>4 839 000</b>	<b>5 129 000</b>	<b>5 320 000</b>	<b>191 000</b>	<b>3,7</b>
<b>CHAP. 12 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE</b>	<b>4 839 000</b>	<b>5 129 000</b>	<b>5 320 000</b>	<b>191 000</b>	<b>3,7</b>
<b>12-02 - Fonds Routier</b>	<b>2 656 000</b>	<b>3 166 000</b>	<b>3 632 000</b>	<b>466 000</b>	<b>14,7</b>
12-02-01 - Redevance d'usage routier	2 280 000	2 430 000	2 860 000	430 000	17,7
12-02-02 - Droits de Passage Pont Bascule	100 000	160 000	160 000	0	0,0
12-02-03 - Taxe à l'essieu	96 000	100 000	96 000	-4 000	-4,0
12-02-04 - Prestations DMTP	150 000	100 000	100 000	0	0,0
12-02-05 - Bacs	6 000	6 000	6 000	0	0,0
12-02-06 - Recettes diverses	24 000	20 000	10 000	-10 000	-50,0
12-02-07 - Péages routiers	0	350 000	400 000	50 000	14,3
<b>12-03- Taxe Communautaire CEMAC</b>	<b>153 000</b>	<b>433 000</b>	<b>400 000</b>	<b>-33 000</b>	<b>-7,6</b>
12-03-01- Taxe Communautaire d'intégration	120 000	400 000	380 000	-20 000	-5,0
12-03-02- Taxe de Préférence Communautaire	33 000	33 000	20 000	-13 000	-39,4
<b>12-04 - Recettes des hopitaux</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 500 000</b>	<b>1 248 000</b>	<b>-252 000</b>	<b>-16,8</b>
12-04-01 - Ventes des médicaments	1 000 000	1 000 000	348 000	-652 000	-65,2
12-04-02 - Recettes des hopitaux	1 000 000	500 000	900 000	400 000	80,0
<b>12-05 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	<b>40 000</b>	<b>10 000</b>	<b>33,3</b>
12-05-01 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage	30 000	30 000	40 000	10 000	33,3
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>70 448 000</b>	<b>70 965 940</b>	<b>73 917 000</b>	<b>2 951 060</b>	<b>4,2</b>

# FONCTIONNEMENT

DEPENSES BUDGETAIRES: TABLEAU DE SYNTHÈSE					
REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>DEPENSES PRIMAIRES</b>	<b>46 638 626</b>	<b>49 314 550</b>	<b>51 916 605</b>	<b>2 602 055</b>	<b>5,28</b>
Traitement et Salaires	26 412 600	26 396 600	27 598 600	1 200 000	4,55
Personnel Titulaire	25 529 614	25 523 614	26 723 614	1 200 000	4,70
Personnel Temporaire	882 986	874 986	874 986	0	0,00
Biens et Services	13 477 646	14 706 170	15 718 425	1 012 255	6,88
Fonds spéciaux	166 550	166 550	166 550	0	0,00
Frais de mission	353 000	350 000	350 000	0	0,00
Frais de transport	885 100	750 000	780 000	30 000	4,00
Location immeubles	475 000	475 000	475 000	0	0,00
Consommations publiques	1 591 925	1 602 925	1 571 375	-31 550	-1,97
Autres (matériels et fournitures)	10 006 071	11 361 695	12 375 500	1 013 805	8,92
Transferts et Subventions	6 748 380	8 209 780	8 599 580	389 800	4,75
Pensions et OCSS	921 400	2 864 400	2 864 400	0	0,00
Bourses	1 483 380	1 483 380	1 483 380	0	0,00
Organismes nationaux	3 748 000	2 829 000	3 230 000	401 000	14,17
Organismes internationaux	595 600	1 033 000	1 021 800	-11 200	-1,08
<b>SERVICE DE LA DETTE</b>	<b>20 066 610</b>	<b>30 440 590</b>	<b>24 783 863</b>	<b>-5 656 727</b>	<b>-18,58</b>
1°) Intérêts	6 524 620	9 481 990	7 695 610	-1 786 380	-18,84
Extérieurs	4 386 970	8 086 090	5 925 130	-2 160 960	-26,72
Dettes multilatérales	1 670 440	3 960 350	3 405 550	-554 800	-14,01
Dettes bilatérales	2 716 530	4 125 740	2 519 580	-1 606 160	-38,93
Intérieurs	2 137 650	1 395 900	1 770 480	374 580	26,83
Commission FMI	142 310	70 560	70 140	-420	-0,60
BEAC	1 760 000	1 090 000	1 265 000	175 000	16,06
Banques commerciales	135 340	135 340	335 340	200 000	147,78
Autres	100 000	100 000	100 000	0	0,00
2°) Capital	13 541 990	20 958 600	17 088 253	-3 870 347	-18,47
Extérieur	10 526 860	19 360 510	15 878 360	-3 482 150	-17,99
Intérieur	3 015 130	1 598 090	1 209 893	-388 197	-24,29
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>61 425 848</b>	<b>64 772 000</b>	<b>58 371 400</b>	<b>-6 400 600</b>	<b>-9,88</b>
Budget de l'État	18 340 939	12 163 000	12 720 000	557 000	4,58
Droits de douanes Projets	5 000 000	4 000 000	3 000 000	-1 000 000	-25,00
Budget Extraordinaire en capital	13 340 939	8 163 000	9 720 000	1 557 000	19,07
Financements extérieurs	43 084 909	52 609 000	45 651 400	-6 957 600	-13,23
Subventions	42 350 909	49 409 000	38 491 400	-10 917 600	-22,10
Prêts	734 000	3 200 000	7 160 000	3 960 000	123,75
<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>128 131 084</b>	<b>144 527 140</b>	<b>135 071 868</b>	<b>-9 455 272</b>	<b>-6,54</b>

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE 1 : DETTE PUBLIQUE</b>	<b>20 066 610</b>	<b>30 440 590</b>	<b>24 783 863</b>	<b>-5 656 727</b>	<b>-18,58</b>
<b>TITRE 2 : MOYENS DES SERVICES</b>	<b>36 606 846</b>	<b>37 434 870</b>	<b>38 723 970</b>	<b>1 289 100</b>	<b>3,44</b>
dont :					
- MASSE SALARIALE	26 412 600	26 398 600	27 598 600	1 200 000	4,55
- DEPENSES COURANTES ET DIVERSES	10 194 246	11 036 270	11 026 525	-9 745	-0,09
Présidence	1 026 400	1 050 200	1 222 000	171 800	16,36
Assemblée Nationale	1 316 811	1 709 210	0	-1 709 210	-100,00
Primature	258 500	308 950	321 450	12 500	4,05
Cour Constitutionnelle	19 300	19 300	23 750	4 450	23,06
Min. des Transports, Aviation Civile et du Désenclavement	31 400	31 400	34 000	2 600	8,28
Min. de l'Intérieur	266 950	282 200	302 500	20 300	7,19
Min. du Commerce, de l'Industrie et Promo du Secteur Privé	53 625	50 000	53 000	3 000	6,00
Min. des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies	0	11 500	38 000	26 500	230,43
Min. de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire	63 610	63 610	69 600	5 990	9,42
Min. de la Justice Garde des Sceaux	175 650	176 250	199 750	23 500	13,33
Min. de la Défense	1 037 750	1 037 750	1 224 200	186 450	17,97
Min. des Finances et Budget	557 600	562 600	620 100	57 500	10,22
Min. des Affaires Étrangères et de la Francophonie	656 300	656 300	702 800	46 500	7,09
Min. de l'Enseignement Supérieur et des Recherche Scientifiques	584 950	584 950	646 050	61 100	10,45
Min. de l'Éducation Nationale	1 443 600	1 488 600	1 685 600	197 000	13,23
Min. des Mines et de l'Énergie	34 375	34 375	37 600	3 225	9,38
Min. de l'Économie, du Plan et Coop. Intern.	135 900	135 900	150 300	14 400	10,60
Min. de l'Emploi de la Fonct. Pub. et Form. Prof.	53 300	51 550	63 500	11 950	23,18
Min. de la Promo. de la Cult. Civ. Chargé Relations avec Parlement	15 800	22 000	30 500	8 500	38,64
Min. de la Communication	210 225	201 425	229 425	28 000	13,90
Min. de la Jeunesse et des Sports	62 800	62 800	61 200	-1 600	-2,55
Min. des Aff. Sociales, de la Promo. de la Famille et des Handicapés	120 175	116 675	159 000	42 325	36,28
Min. de la Santé et de la Population	1 835 600	2 070 600	2 751 600	681 000	32,89
Min. de l'Agriculture et Elevage	135 600	138 600	206 600	68 000	49,06
Min. de la Culture	24 925	24 925	30 100	5 175	20,76
Min. du Tourisme	0	26 500	30 500	4 000	15,09
Min. de l' Environ. Eaux, Forêts, Chasses et Pêches	42 800	42 800	47 100	4 300	10,05
Min. de l'Urbanisme, de l'Habitat et Edifices Publics	30 300	30 300	36 300	6 000	19,80
Min. Chargé de la Relation avec le Monde Arabe	0	30 000	35 000	5 000	16,67
Conseil Economique et Social	0	15 000	15 000	0	0,00
<b>TITRE 3 : DEPENSES COMMUNES</b>	<b>3 283 400</b>	<b>3 669 900</b>	<b>4 691 900</b>	<b>1 022 000</b>	<b>27,85</b>
Dépenses courantes et diverses	2 045 300	2 569 900	3 561 900	992 000	38,60
Frais de mission	353 000	350 000	350 000	0	0,00
Frais de transport	885 100	750 000	780 000	30 000	4,00
<b>TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT</b>	<b>6 748 380</b>	<b>8 209 780</b>	<b>8 599 580</b>	<b>389 800</b>	<b>4,75</b>
Transferts Organismes nationaux	4 669 400	5 693 400	6 094 400	401 000	7,04
Transferts Organismes internationaux	595 600	1 033 000	1 021 800	-11 200	-1,08
Bourses et Frais annexes	1 483 380	1 483 380	1 483 380	0	0,00
<b>TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>66 705 236</b>	<b>79 755 140</b>	<b>76 700 468</b>	<b>-3 054 672</b>	<b>-3,83</b>
<b>DEPENSES COURANTES HORS DETTE</b>	<b>46 638 626</b>	<b>49 314 550</b>	<b>51 916 505</b>	<b>2 602 055</b>	<b>5,28</b>



NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE II : MOYENS DES SERVICES</b>	<b>36 606 846</b>	<b>37 434 870</b>	<b>38 723 970</b>	<b>1 289 100</b>	<b>3,44</b>
<b>CHAP. 1 - PRESIDENCE</b>	<b>1 621 460</b>	<b>1 645 260</b>	<b>1 842 935</b>	<b>197 675</b>	<b>12,01</b>
<b>1-10 - Personnel</b>	<b>595 060</b>	<b>595 060</b>	<b>620 935</b>	<b>25 875</b>	<b>4,35</b>
1-10-10 - Personnel titulaire	575 000	575 000	600 875	25 875	4,50
1-10-98 - Personnel appui Présidence	20 060	20 060	20 060	0	0,00
<b>1-15 - Dépenses courantes et diverses</b>	<b>1 026 400</b>	<b>1 050 200</b>	<b>1 222 000</b>	<b>171 800</b>	<b>16,36</b>
1-15-13 - Hotel Chef de L'ETAT	23 000	23 000	24 000	1 000	4,35
1-15-14 - Direction de Cabinet	3 000	5 000	5 000	0	0,00
1-15-15 - Cabinet militaire	2 500	2 500	2 500	0	0,00
1-15-16 - Secrétariat général	5 000	5 000	5 000	0	0,00
1-15-17 - Conseillers	2 000	2 000	3 000	1 000	50,00
1-15-18 - Direction Générale Protocole d'Etat	1 500	1 500	1 500	0	0,00
1-15-19 - Grande Chancellerie	1 000	1 000	1 000	0	0,00
1-15-20 - Presse Présidentielle	10 000	10 000	10 000	0	0,00
1-15-21 - Archives Nationales	1 500	1 500	1 500	0	0,00
1-15-22 - Palais de la Renaissance (entretien)	10 000	10 000	10 000	0	0,00
1-15-23 - Parcs et jardins entretiens	1 000	1 000	1 000	0	0,00
1-15-24 - Parc présidentiel d'AVAKABA (entretien)	4 500	4 500	4 500	0	0,00
1-15-25 - Parc auto présidentiel	11 600	11 600	11 600	0	0,00
1-15-26 - Avions Présidentiels	29 000	29 000	29 000	0	0,00
1-15-27 - Réceptions Palais de la Renaissance	15 000	15 000	15 000	0	0,00
1-15-28 - Fonds spéciaux	135 000	135 000	135 000	0	0,00
1-15-29 - Accueil personnalités de passage	7 000	7 000	20 000	13 000	185,71
1-15-30 - Entretien Mausolée B. BOGANDA	600	600	1 000	400	66,67
1-15-31 - Cabinet Inspecteur général Etat	2 000	2 000	2 000	0	0,00
1-15-32 - Inspection Générale Etat	8 500	8 500	10 000	1 500	17,65
1-15-33 - Conseil discipline commission épuration	800	800	800	0	0,00
1-15-34 - Alimentation Services spéciaux sécurité	225 000	225 000	225 000	0	0,00
1-15-35 - Sécurité aéroport	10 000	10 000	10 000	0	0,00
1-15-36 - Fonctionnement Services Spéciaux Sécurité	0	5 000	5 000	0	0,00
1-15-37 - Conseil de l'ordre	650	650	650	0	0,00
1-15-38 - Haut Com.chargé decent.et régionalisation	2 000	0	0	0	-
1-15-39 - Carburant Haut Commissariat	1 200	0	0	0	-
1-15-40 - Comité de lutte contre l'incendie	1 800	1 800	3 000	1 200	66,67
1-15-41 - Grande Chancellerie ( Médailles)	20 000	20 000	35 000	15 000	75,00
1-15-42 - Direction parc auto	1 000	1 000	1 000	0	0,00
1-15-43 - Mobilier résidence Chef de l'Etat	5 000	5 000	5 000	0	0,00
1-15-44 - Edition Discours Ouvrages Chef Etat	2 000	2 000	2 000	0	0,00
1-15-45 - Habillement Personnel domestique	1 500	1 500	1 500	0	0,00
1-15-46 - Unité Médicale Présidence	1 500	1 500	1 500	0	0,00
1-15-47 - Entretien Résidence Chef Etat	5 000	5 000	5 000	0	0,00
1-15-48 - Entretien Réparation Motos escorte	10 000	10 000	10 000	0	0,00
1-15-49 - Direction Générale de Documentation d'Etat	2 000	2 000	2 000	0	0,00
1-15-50 - Gouvernat Palais	1 000	1 000	1 000	0	0,00
1-15-51 - Direction Générale Gestion Ressources	2 500	2 500	2 500	0	0,00
1-15-52 - Mission Unité de Sécurité Présidentielle	0	0	50 000	50 000	-





NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1998	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 3 - PRIMATURE	408 534	458 984	477 784	18 800	4,10
3-10 - Personnel	150 034	150 034	156 334	6 300	4,20
3-10-10 - Personnel Titulaire Primature	59 228	59 228	61 893	2 665	4,50
3-10-11 - Personnel Titulaire Secrétariat Général	47 271	47 271	49 398	2 127	4,50
3-10-12 - Personnel Titulaire Droits de l'Homme	13 500	13 500	14 106	607	4,50
3-10-13 - Personnel titulaire Décentralisation	20 000	20 000	20 900	900	4,50
3-10-94 - Personnel appui Décentralisation	1 819	1 819	1 819	0	0,00
3-10-95 - Personnel d'appui Droits de l'Homme	1 500	1 500	1 500	0	0,00
3-10-97 - Personnel d'appui Secrétariat Général	2 553	2 553	2 553	0	0,00
3-10-98 - Personnel d'appui ENAM	1 325	1 325	1 325	0	0,00
3-10-99 - Personnel d'appui Primature	2 838	2 838	2 838	0	0,00
3-15 - Dépenses courantes et diverses	258 500	308 950	321 450	12 500	4,05
3-15-10 - Cabinet Premier Ministre	4 500	4 500	4 500	0	0,00
3-15-11 - Fonctionnement Primature	5 000	5 000	6 000	1 000	20,00
3-15-12 - Entretien Primature	0	5 000	5 000	0	0,00
3-15-13 - Fonds spéciaux	31 550	31 550	31 550	0	0,00
3-15-15 - Hôtel du Premier Ministre	5 000	5 000	5 000	0	0,00
3-15-16 - Délégation Société d'Etat	1 500	1 500	1 500	0	0,00
3-15-17 - Confection fascicule économie Société Etat	1 500	1 500	1 500	0	0,00
3-15-19 - CPRAC	2 000	2 000	2 000	0	0,00
3-15-20 - Traitement informatique CPRAC	9 000	7 000	7 000	0	0,00
3-15-21 - Réception Primature	5 000	20 000	20 000	0	0,00
3-15-24 - Presse Primature	3 000	3 000	4 000	1 000	33,33
3-15-25 - Parc Auto Primature	3 000	4 500	7 500	3 000	66,67
3-15-26 - Dotation Haut comm. à la Décentra. Régionalisation	0	15 000	15 000	0	0,00
3-15-27 - Action Gouvernementale	95 000	80 000	80 000	0	0,00
3-15-28 - Eau	14 500	17 000	17 000	0	0,00
3-15-29 - Electricité	11 000	15 000	15 000	0	0,00
3-15-30 - Téléphone, Téléx, Fax	21 000	27 500	27 500	0	0,00
3-15-31 - Cabinet Secrétariat Général Gouvernement	2 500	2 500	2 500	0	0,00
3-15-32 - Fonctionnement Secrétariat Général Gov.	2 500	2 500	2 500	0	0,00
3-15-33 - Journal Officiel	5 000	4 000	4 000	0	0,00
3-15-34 - ENAM	4 000	5 000	5 000	0	0,00
3-15-35 - Travaux Conseil Ministres	4 500	4 500	4 500	0	0,00
3-15-36 - Achat Ouvr. abon. frais imprim. ENAM	1 450	1 450	1 450	0	0,00
3-15-37 - Abon. revues et journaux S.G.G	1 000	450	450	0	0,00
3-15-40 - Comité de privatisation	9 000	5 500	5 500	0	0,00
3-15-41 - Dotation Haut Comm. Droit de l'Homme	0	15 000	15 000	0	0,00
3-15-90 - Carburant et lubrifiants Secrétariat Général	2 500	2 500	2 500	0	0,00
3-15-91 - Carburant Primature	6 000	7 500	12 000	4 500	60,00
3-15-92 - Carburants et lubrifiants CPRAC	1 500	2 000	2 000	0	0,00
3-15-93 - Carburant et lubrifiants services Secrét. Gén.	3 500	3 500	3 500	0	0,00
3-15-94 - Carburant et lubrifiants ENAM	1 500	1 500	1 500	0	0,00
3-15-95 - Carb. et Lubr. Délégation Société d'Etat	1 000	1 000	1 000	0	0,00
3-15-96 - Carburants et lubrifiants Missions, sces Primature	0	5 000	5 000	0	0,00
3-15-97 - Carburants et lubrifiants Haut Comm. Droit de l'Homme	0	0	1 500	1 500	-
3-15-98 - Carburants et lubrifiants Haut Comm. Décentralisation	0	0	1 500	1 500	-











NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>CHAP. 9 - MIN. EQUIPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>579 910</b>	<b>579 910</b>	<b>606 805</b>	<b>28 895</b>	<b>4,98</b>
9-10 - Personnel	516 300	516 300	539 205	22 905	4,44
9-10-10 - Personnel titulaire T.P	509 000	509 000	531 905	22 905	4,50
9-10-96 - Personnel d'appui TP	4 100	4 100	4 100	0	0,00
9-10-97 - Personnel d'appui Garages Régionaux	1 400	1 400	1 400	0	0,00
9-10-98 - Personnel d'appui Cellule	1 800	1 800	1 800	0	0,00
9-15 - Dépenses courantes et diverses	63 610	63 610	69 600	5 990	9,42
9-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
9-15-11 - Secrétariat Général	1 500	1 500	1 500	0	0,00
9-15-12 - Inspection Centrale	0	0	1 500	1 500	-
9-15-16 - Matériel et Outillage Manif. Officielles	2 100	2 100	2 100	0	0,00
9-15-17 - Pièces détachées véhicules légers	1 500	1 500	1 500	0	0,00
9-15-18 - Entretien matériels roulants	12 000	12 000	12 000	0	0,00
9-15-20 - Direct. Génér. de l'Équipement (TP)	1 200	1 200	1 200	0	0,00
9-15-22 - Direct. des Ressources (Services Appui)	1 275	1 275	1 300	25	1,96
9-15-23 - Directions Régionales	2 000	2 000	2 500	500	25,00
9-15-24 - Eau	5 500	5 500	5 500	0	0,00
9-15-25 - Électricité	10 000	10 000	7 600	-2 400	-24,00
9-15-26 - Téléphone, Téléx, Fax	13 000	13 000	13 000	0	0,00
9-15-27 - Cellule Planification	1 000	1 000	1 000	0	0,00
9-15-28 - Cellule Coordination	1 000	1 000	1 000	0	0,00
9-15-29 - Dir. Générale Aménagement du Territoire	0	0	1 200	1 200	-
9-15-30 - Dir. Générale des Études et de la Planification	0	0	1 200	1 200	-
9-15-90 - Carb. lub. Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
9-15-91 - Carb. lub. Fonctionn. Services centraux	5 535	5 535	6 000	465	8,40
9-15-92 - Carburant et lubrifiant Cellule Planification	500	500	500	0	0,00
9-15-93 - Carburant et lubrifiant Cellule Coordinat	500	500	500	0	0,00
9-15-94 - Carburant et lubrifiants Directions Régionales	0	0	3500	3 500	-





NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 11 - MIN. DEFENSE	6 657 978	6 657 978	6 844 428	186 450	2,80
11-10 - Personnel	5 620 228	5 620 228	5 620 228	0	0,00
11-10-10 - Personnel Titulaire	5 593 487	5 593 487	5 593 487	0	0,00
11-10-99 - Personnel d'appui	26 741	26 741	26 741	0	0,00
11-15/16 - Dépenses courantes Défense	1 037 750	1 037 750	1 224 200	186 450	17,97
11-15 - Dépenses courantes et diverses ministères	1 037 750	1 037 750	1 163 200	125 450	12,09
11-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
11-15-11 - Etat Major	6 000	6 000	6 000	0	0,00
11-15-12 - Fonctionnement des services Centraux	10 000	10 000	10 000	0	0,00
11-15-13 - Fonctionnement des Corps de Troupe	20 000	20 000	20 000	0	0,00
11-15-14 - Fonctionnement des Sapeurs Pompiers	10 400	12 000	12 000	0	0,00
11-15-15 - Fonctionnement Gendarmerie	14 000	14 000	14 000	0	0,00
11-15-16 - Fonctionnement régions Militaires	7 000	7 000	7 000	0	0,00
11-15-17 - Forces Aériennes	12 000	12 000	7 000	-5 000	-41,67
11-15-18 - Services de Santé	10 000	10 000	10 000	0	0,00
11-15-19 - Fonctionnement Service Social	700	700	1 500	800	114,29
11-15-20 - Alimentation des Troupes	328 000	330 000	365 000	35 000	10,61
11-15-21 - Alimentation opérationnelle	100 000	100 000	120 000	20 000	20,00
11-15-22 - Habillement, couchage, camp, ameublem.	20 000	20 000	20 000	0	0,00
11-15-23 - Entretien Matériel des corps de troupe	10 000	10 000	10 000	0	0,00
11-15-24 - Entretien Matériel Gendarmerie	9 000	9 000	9 000	0	0,00
11-15-25 - Infrastructures Corps de Troupes	31 350	31 350	21 000	-10 350	-33,01
11-15-26 - Instruction Formation Militaire	5 500	5 500	5 500	0	0,00
11-15-27 - Entretien Matériel RTG	10 000	10 000	10 000	0	0,00
11-15-28 - Fonctionnement Tribunal Militaire Permanent	1 700	1 700	1 700	0	0,00
11-15-29 - Transport aérien	23 000	23 000	23 000	0	0,00
11-15-30 - Mission Administr. Techniq. Intérieur	19 000	19 000	19 000	0	0,00
11-15-31 - Eau	90 000	90 000	90 000	0	0,00
11-15-32 - Electricité	45 000	45 000	40 000	-5 000	-11,11
11-15-33 - Téléphone, Téléx, Fax	21 000	21 000	21 000	0	0,00
11-15-34 - Cabinet Secrétaire d'Etat	2 000	0	0	0	-
11-15-35 - Infrastructures Gendarmerie	0	0	10 000	10 000	-
11-15-36 - Inspection Générale Armée Nationale	0	0	5 000	5 000	-
11-15-37 - Fonctionnement Force Navale	0	0	2 000	2 000	-
11-15-38 - Achats médicaments et matériaux médicaux	0	0	12 500	12 500	-
11-15-39 - Secrétariat Général	0	0	2 000	2 000	-
11-15-40 - Direction Générale d'Appui aux Services	0	0	5 000	5 000	-
11-15-41 - Fonctionnement SCDN	0	0	2 000	2 000	-
11-15-42 - Fonctionnement CSCM	0	0	2 000	2 000	-
11-15-43 - Fonctionnement Cdt Ecole et Centre d'Instruction	0	0	3 000	3 000	-
11-15-44 - Fonctionnement Direction Générale de l'Intendance	0	0	2 000	2 000	-
11-15-45 - Fonctionnement DG Appui au développement	0	0	2 000	2 000	-
11-15-81 - Carb. Lub. Cdt DG Intendance	0	0	3 000	3 000	-
11-15-82 - Carb. Lub. Cdt Ecole et Centre d'Instruction	0	0	12 000	12 000	-
11-15-83 - Carb. Lub. CSCM	0	0	2 000	2 000	-
11-15-84 - Carb. Lub. CSDN	0	0	2 000	2 000	-
11-15-85 - Carb. Lub. DGAD	0	0	5 000	5 000	-
11-15-86 - Carb. Lub. Secrétaire Général	0	0	2 000	2 000	-
11-15-87 - Carb. Lub. Inspection Générale	0	0	2 000	2 000	-
11-15-88 - Carb. Lub. Force Navale	0	0	2 000	2 000	-
11-15-89 - Carb. Lub. Ministre Délégué	0	1 600	0	0	0



NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP.13 - MIN. FINANCES ET BUDGET	2 144 950	2 149 950	2 276 052	126 102	5,87
13-10 - Personnel	1 587 350	1 587 350	1 655 952	68 602	4,32
13-10-10 - Personnel Titulaire Finances	1 524 412	1 524 412	1 593 014	68 602	4,50
13-10-91 - Personnel appui Secrétariat Général	27 638	27 638	27 638	0	0,00
13-10-92 - Personnel appui DGSC	5 106	5 106	5 106	0	0,00
13-10-93 - Personnel appui Contrôle Financier	2 612	2 612	2 612	0	0,00
13-10-94 - Personnel appui Trésor	4 588	4 588	4 588	0	0,00
13-10-95 - Personnel appui Ministère	10 192	10 192	10 192	0	0,00
13-10-96 - Personnel appui IGF	962	962	962	0	0,00
13-10-97 - Personnel appui DGID	7 711	7 711	7 711	0	0,00
13-10-98 - Personnel appui Douanes	2 129	2 129	2 129	0	0,00
13-10-99 - Personnel appui Service marchés	2 000	2 000	2 000	0	0,00
13-15 - Dépenses courantes et diverses	557 600	562 600	620 100	57 500	10,22
13-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	2 500	2 500	0	0,00
13-15-11 - Fonctionnement Chargés de Mission	2 000	2 000	2 000	0	0,00
13-15-14 - Inspection Centrale de Finances	5 000	5 000	7 500	2 500	50,00
13-15-15 - Secrétariat Général des Finances	2 500	2 500	3 500	1 000	40,00
13-15-16 - Frais récep.miss.FMI,BM,BAD,CEMAC	15 000	15 000	15 000	0	0,00
13-15-17 - Entretien matériels roulants	12 000	12 000	12 000	0	0,00
13-15-19 - Achat et Entretien Mobilier de bureau	10 000	10 000	10 000	0	0,00
13-15-20 - Direction Générale des Impôts	20 000	20 000	22 500	2 500	12,50
13-15-21 - Délégations Régionales DGID	20 000	20 000	20 000	0	0,00
13-15-22 - Inspections Régionales DGID	16 000	16 000	16 000	0	0,00
13-15-23 - Direction des Ressources	6 000	6 000	6 000	0	0,00
13-15-30 - Direction Générale des Douanes	35 000	35 000	37 500	2 500	7,14
13-15-31 - Fonds de lutte contre fraude Douanière	35 000	35 000	35 000	0	0,00
13-15-32 - Fonds de lutte contre fraude Fiscale	35 000	35 000	35 000	0	0,00
13-15-33 - Campagne et vulgarisation T V A	0	0	15 000	15 000	-
13-15-34 - Inspections Régionales des Douanes	0	10 000	10 000	0	0,00
13-15-40 - Direction Générale du Trésor	25 000	25 000	27 500	2 500	10,00
13-15-41 - Agences Spéciales et Paeries Trésor	20 000	20 000	20 000	0	0,00
13-15-42 - Abonnements périodiques	1 500	1 500	1 500	0	0,00
13-15-44 - Fonctionnement DMCCAB	4 500	4 500	4 500	0	0,00
13-15-46 - Direction du Budget	4 500	4 500	4 500	0	0,00
13-15-50 - Direction Gén. des Services Centraux	4 000	4 000	6 500	2 500	62,50
13-15-51 - Frais de confection des lois de Finances	35 000	35 000	50 000	15 000	42,86
13-15-52 - Direction du Contrôle Financier	5 000	5 000	5 000	0	0,00
13-15-53 - Délégations du Contrôle Financier	9 000	9 000	10 000	1 000	11,11
13-15-54 - Direction de la Solde	4 500	4 500	4 500	0	0,00
13-15-55 - Fonctionnement Service Marchés Publics	25 000	20 000	20 000	0	0,00
13-15-56 - Imprimés Finances	24 000	24 000	30 000	6 000	25,00
13-15-57 - Direction de la Dette	7 000	7 000	7 000	0	0,00
13-15-58 - Eau	4 500	4 500	4 500	0	0,00
13-15-59 - Electricité	13 000	13 000	13 000	0	0,00
13-15-60 - Téléphone, Téléx, Fax	35 000	35 000	35 000	0	0,00
13-15-61 - Service Presse	1 000	1 000	1 000	0	0,00
13-15-80 - Carburants et lubrifiants IGF	12 000	12 000	12 000	0	0,00
13-15-81 - Carburants et lubrifiants S.G.F.	3 000	3 000	3 000	0	0,00
13-15-82 - Carburants et lubrifiants D.G.I.D.	22 000	22 000	22 000	0	0,00







NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 15 MIN. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	584 950	1 165 622	1 263 832	98 210	8,43
15-10 - Personnel	0	580 672	617 782	37 110	6,39
15-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur	0	558 000	595 110	37 110	6,65
15-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur	0	22 672	22 672	0	0,00
15-15 - Dépenses courantes et diverses Secrétariat d'Etat	584 950	584 950	646 050	61 100	10,45
15-15-10 - Cabinet et coordination	2 500	2 500	2 500	0	0,00
15-15-11 - Entretien Etablissm. Universitaires	16 000	16 000	16 000	0	0,00
15-15-12 - Entretien Cité Universitaire	10 000	10 000	10 000	0	0,00
15-15-13 - Fournitures Etabl. Universitaires	33 000	33 000	33 000	0	0,00
15-15-14 - Restaurant Université et ENS	60 000	60 000	90 000	30 000	50,00
15-15-15 - Enseignem. compl. Université (vacation)	250 000	250 000	266 000	16 000	6,40
15-15-16 - ISDR Cité	13 400	13 400	15 000	1 600	11,94
15-15-17 - ISDR Fonctionnement	11 000	11 000	11 000	0	0,00
15-15-18 - Rentrée Universitaire	5 000	5 000	5 000	0	0,00
15-15-19 - ISDR Restaurant	35 000	35 000	45 000	10 000	28,57
15-15-20 - Dir. Gén. Bourses et de la Formation	2 000	2 000	2 000	0	0,00
15-15-21 - Coopération Inter-Universitaire	11 000	11 000	11 000	0	0,00
15-15-22 - Dir. Bourses Stage	2 000	2 000	1 500	-500	-25,00
15-15-23 - Soutenance Thèse(FACSS)	10 000	10 000	10 000	0	0,00
15-15-24 - Equipement laboratoires	15 000	15 000	15 000	0	0,00
15-15-25 - Dir. Formation et Analyse Sociale	1 000	1 000	1 000	0	0,00
15-15-26 - Direction Générale de l'Ens. Sup. et la Recher. Scient.	2 000	2 000	2 000	0	0,00
15-15-27 - Direction de la Recher. Scient.	0	0	1 000	1 000	
15-15-28 - Entretien mat. et outillage Rech. Scient.	1 500	1 500	1 500	0	0,00
15-15-29 - Commission Bourse	1 500	1 500	1 500	0	0,00
15-15-31 - Sortie Pédagogique	5 000	5 000	5 000	0	0,00
15-15-33 - Contribution CAMES	18 000	18 000	20 000	2 000	11,11
15-15-34 - Secrétariat Général	2 000	2 000	2 000	0	0,00
15-15-36 - Recherche Scientifique Fondamentale	10 000	10 000	10 000	0	0,00
15-15-37 - CURDHACA	5 000	5 000	5 000	0	0,00
15-15-38 - Direction Enseign. Sup.	1 500	1 500	1 000	-500	-33,33
15-15-39 - Electricité	15 000	15 000	15 000	0	0,00
15-15-40 - Eau	10 000	10 000	10 000	0	0,00
15-15-41 - Téléphone, Téléx, Fax	16 000	16 000	16 000	0	0,00
15-15-42 - ENS Fonctionnement	2 000	2 000	3 500	1 500	75,00
15-15-90 - ISDR carburants et lubrifiants	8 000	8 000	8 000	0	0,00
15-15-91 - Carburants et lubrifiants université	2 500	2 500	2 500	0	0,00
15-15-92 - Carburants et lubr. Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
15-15-93 - Carburants et lubr. rech. Scientifique	750	750	750	0	0,00
15-15-94 - Carb. lubr. Direction Gén. Bours. Stag.	1 000	1 000	1 000	0	0,00
15-15-95 - Carb. lub. Direction Génér. Enseign. Sup.	750	750	750	0	0,00
15-15-96 - Carb. lub. Secrétariat Général	1 250	1 250	1 250	0	0,00
15-15-97 - Carb. et lubr. Accueils Miss, Université	1 800	1 800	1 800	0	0,00

NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 16 - MIN. EDUCATION NATIONALE	8 781 765	8 246 093	8 939 292	693 199	8,41
16-10 - Personnel	7 338 165	6 757 493	7 253 692	496 199	7,34
16-10-10 - Pers. Titulaire Enseign. Fond. et Tech.	6 693 301	6 693 301	7 189 500	496 199	7,41
16-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur	558 000	0	0	0	-
16-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur	22 672	0	0	0	-
16-10-95 - Personnel Appui Bangui	36 619	36 619	36 619	0	0,00
16-10-96 - Personnel Appui Provinces	27 573	27 573	27 573	0	0,00
16-15 - Dépenses courantes et diverses Ministère Education Nat	1 443 600	1 488 600	1 685 600	197 000	13,23
16-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
16-15-11 - Fonctionnement Services Généraux	2 000	2 000	2 000	0	0,00
16-15-12 - Direction Gle. de l'Ens. Privé et du Partenariat	0	0	2 000	2 000	
16-15-13 - Secrétariat Général	2 500	2 500	2 500	0	0,00
16-15-14 - Inspection Académique	16 000	16 000	18 000	2 000	12,50
16-15-15 - Direction Gén. Adm. et Finances	1 500	1 500	1 500	0	0,00
16-15-16 - Direction Générale des Enseignements	1 500	1 500	1 500	0	0,00
16-15-17 - Dir. Générale de la recherche pédag.	1 500	1 500	1 500	0	0,00
16-15-18 - Dir. Enseign. Préscol. et Fondam. 1	1 500	1 500	2 000	500	33,33
16-15-19 - Dir. Enseign. Général et Technique	1 300	1 300	1 500	200	15,38
16-15-20 - Dir. Budget, Comptabilité et Matériel	1 300	1 300	1 500	200	15,38
16-15-21 - Direction des Examens et Concours	1 300	1 300	1 500	200	15,38
16-15-22 - Direction Constr. et Equip. Scolaires	3 000	3 000	3 000	0	0,00
16-15-23 - Dir. Centre Form. Prépr. et Profess.	1 300	1 300	1 300	0	0,00
16-15-24 - Direction Statistique et Carte Scolaire	2 000	2 000	5 000	3 000	150,00
16-15-25 - Direction. de l'Ens. Privé	0	0	1 000	1 000	
16-15-26 - Direction Education Non Formelle	2 000	2 000	2 000	0	0,00
16-15-27 - Direction Administration et Personnel	2 500	2 500	2 500	0	0,00
16-15-28 - Direction Orientation Scolaire	1 500	1 500	1 500	0	0,00
16-15-29 - Inspection Enseign. Fondamental 1	20 000	25 000	25 000	0	0,00
16-15-30 - Inspection Générale	3 500	3 500	5 000	1 500	42,86
16-15-31 - Préparation Edition Manuel Sango	8 500	8 500	8 500	0	0,00
16-15-32 - Service national Santé Scolaire ET Univ.	3 000	3 000	3 000	0	0,00
16-15-33 - Centres Pédagogiques Régionaux	25 000	25 000	25 000	0	0,00
16-15-34 - Mission Nationale pour l'UNESCO	19 000	19 000	19 000	0	0,00
16-15-35 - Service Oeuvres Educatives	1 200	1 200	1 200	0	0,00
16-15-36 - Centre National Formation Continue	2 000	2 000	2 000	0	0,00
16-15-37 - Direction Etude et Planification	2 500	2 500	2 500	0	0,00
16-15-38 - Comité de suivi Etats généraux	5 000	5 000	5 000	0	0,00
16-15-39 - Entretien Ecoles Secondaires	170 000	170 000	190 000	20 000	11,76
16-15-40 - Entretien Ecoles Primaires	250 000	260 000	300 000	40 000	15,38
16-15-41 - Fourniture Manuels Fondam1	175 000	187 500	190 000	2 500	1,33
16-15-42 - Fourniture Manuels Fondam2	120 000	132 500	150 000	17 500	13,21
16-15-43 - Impression de manuels scolaires	5 000	10 000	10 000	0	0,00
16-15-44 - Rentrée Scolaire	20 000	20 000	20 000	0	0,00
16-15-45 - Part. fonct. Garage SERPA	2 500	2 500	2 500	0	0,00
16-15-46 - Lycée B. BOGANDA	9 000	9 000	14 000	5 000	55,56
16-15-47 - Lycée M. J. CARON	6 000	6 000	11 000	5 000	83,33
16-15-48 - Lycée des Martyrs	4 000	4 000	9 000	5 000	125,00
16-15-49 - Lycée des RAPIDES	4 000	4 000	9 000	5 000	125,00
16-15-50 - Lycée de FATIMA	4 000	4 000	9 000	5 000	125,00
16-15-51 - Lycée de MISKINE	4 000	4 000	9 000	5 000	125,00
16-15-52 - Lycée Technique	30 000	30 000	55 000	25 000	83,33
16-15-53 - Lycée de GOBONGO	4 000	4 000	9 000	5 000	125,00







NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 19 - MIN. EMPLOI, FONCT. PUBL. ET FORMATION PROFESSIONNELLE	713 300	711 550	792 006	80 456	11,31
19-10 - Personnel	660 000	660 000	728 506	68 506	10,38
19-10-10 - Personnel Titulaire	654 000	654 000	683 430	29 430	4,50
19-10-12 - Personnel titulaire Assemblée nationale	0	0	39 076	39 076	-
19-10-99 - Personnel d'Appui Ministère	6 000	6 000	6 000	0	0,00
19-15 - Dépenses courantes et diverses	53 300	51 550	63 500	11 950	23,18
19-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
19-15-11 - Fonctionnement DGFP	1 300	1 300	2 000	700	53,85
19-15-12 - Produits d'entretien	1 200	1 200	1 200	0	0,00
19-15-13 - Fonctionnement DG/Travail	900	900	1 500	600	66,67
19-15-14 - Fonctionnement Direction Méd. de Travail	800	800	800	0	0,00
19-15-16 - Fonctionnement SGFP	1 500	1 500	1 500	0	0,00
19-15-17 - Fonctionnement DSAF	1 000	1 000	1 000	0	0,00
19-15-18 - Fonctionnement Inspection Centrale	750	0	0	0	-
19-15-19 - Fonctionnement Inspect. Région Bria	850	850	850	0	0,00
19-15-20 - Fonctionnement Insp. région Bossangoa	850	850	850	0	0,00
19-15-21 - Multiplication Statut Fonction Publique	2 200	2 200	3 500	1 300	59,09
19-15-22 - Fonctionnement Inspection centrale	0	0	1 000	1 000	-
19-15-30 - Insp. de Travail Centre Bangui	850	850	850	0	0,00
19-15-31 - Insp. Rég. Secteur Est Bambari	850	850	850	0	0,00
19-15-32 - Insp. Rég. Secteur Ouest BERBERATI	850	850	850	0	0,00
19-15-33 - Insp. Rég. secteur Sud-Est BANGASSOU	850	850	850	0	0,00
19-15-34 - Insp. Régionale de M'BAIKI	850	850	850	0	0,00
19-15-36 - Direction Système et Méthodes	2 000	2 000	2 000	0	0,00
19-15-37 - Entretien Matériel Informatique	2 000	2 000	2 000	0	0,00
19-15-38 - Fonctionnement Organes Réformes	1 000	1 000	1 000	0	0,00
19-15-39 - Eau	1 200	1 200	1 200	0	0,00
19-15-40 - Electricité	2 000	2 000	2 000	0	0,00
19-15-41 - Téléphone, Téléx, Fax	10 000	10 000	13 000	3 000	30,00
19-15-42 - Abonnements périodiques	300	300	300	0	0,00
19-15-90 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	1 000	1 000	1 500	500	50,00
19-15-91 - Carb. et lubr. Insp. Régionales	5 000	5 000	6 000	1 000	20,00
19-15-92 - Carb. lub. Secrétariat Général	1 200	1 200	1 200	0	0,00
19-15-93 - Carb. et lubr. Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
19-15-94 - Carb. lub DSAF	1 500	1 500	1 500	0	0,00
19-15-95 - Carb. lub. Dir. Med Travail	500	500	850	350	70,00
19-15-96 - Carb. lub. DGFP	1 500	1 500	2 000	500	33,33
19-15-97 - Carb. lub. DG/Travail	1 000	1 000	1 500	500	50,00
19-15-98 - Carb. lub. Services Centraux	1 500	1 500	2 000	500	33,33
19-15-99 - Carb. lub Inspection Centrale	1 000	0	2 000	2 000	-



NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 21 - MIN. COMMUNICATION	510 166	484 526	524 474	39 948	8,24
21-10 - Personnel	299 941	283 101	295 049	11 948	4,22
21-10-10 - Personnel titulaire Communication	265 513	265 513	277 461	11 948	4,50
21-10-10 - Personnel titulaire poste	16 000	0	0		-
21-10-99 - Personnel Appui	840	0	0		-
21-10-91 - Personnel d'appui communication	17 588	17 588	17 588	0	0,00
21-15 - Dépenses courantes et diverses	210 225	201 425	229 425	28 000	13,90
21-15-10 - Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
21-15-11 - Secrétariat Général	1 400	1 400	1 400	0	0,00
21-15-12 - Fonctionnement Services Communication	1 000	1 000	1 000	0	0,00
21-15-13 - Inspec. Générale et Chargés Missions P.T	1 800	0	0	0	-
21-15-15 - Entretien matériel radio	6 200	6 200	11 200	5 000	80,65
21-15-16 - Entretien matériel télévision	7 200	7 200	12 200	5 000	69,44
21-15-17 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)	9 500	9 500	9 500	0	0,00
21-15-18 - Acquisition fourmit. radio (T.D.F)	13 500	13 500	13 500	0	0,00
21-15-19 - Fonctionnement ACAP	2 000	2 000	2 000	0	0,00
21-15-20 - Dotation Haut Conseil de la Communication	20 000	15 000	15 000	0	0,00
21-15-23 - Eau	16 000	16 000	16 000	0	0,00
21-15-24 - Electricité	71 000	71 000	71 000	0	0,00
21-15-25 - Téléphone, Téléx, Fax	15 125	15 125	15 125	0	0,00
21-15-26 - Radio Rurale (entretien et fonctionnement)	22 000	22 000	30 000	8 000	36,36
21-15-27 - Dotation Forum de l'Unité	0	0	8 000	8 000	-
21-15-90 - Carburant et lubrifiant Cebinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
21-15-91 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale	14 000	14 000	16 000	2 000	14,29
21-15-92 - Carb. lub. Fonctionmt. Communication	2500	2500	2500	0	0,00
21-15-93 - Carb. lub. Services Postes et Télécommunicat.	2000	0	0	0	-





NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 24 - MIN. DE LA SANTE	4 725 309	4 960 309	5 840 585	880 276	17,75
24-10 - Personnel	2 889 709	2 889 709	3 088 985	199 276	6,90
24-10-10 - Personnel Titulaire	2 523 032	2 523 032	2 722 308	199 276	7,90
24-10-96 - Personnel d'Appui Bangui	189 555	189 555	189 555	0	0,00
24-10-97 - Personnel d'Appui Provinces	153 085	153 085	153 085	0	0,00
24-10-98 - Personnel d'Appui Hopital Amitié	24 037	24 037	24 037	0	0,00
24-15 - Dépenses courantes et diverses	1 835 600	2 070 600	2 751 600	681 000	32,89
24-15-10 - Cabinet Ministre	2 500	2 500	2 500	0	0,00
24-15-11 - Fournitures DGSA-DGSPP et CM	15 000	15 000	15 000	0	0,00
24-15-16 - Matériels, outillages	6 000	6 000	6 000	0	0,00
24-15-17 - Maintenance Biomédicale	6 500	20 000	20 000	0	0,00
24-15-21 - Direction Médecine Préventive	3 500	3 500	3 500	0	0,00
24-15-23 - Direction Santé Familiale et Population	4 500	4 000	4 000	0	0,00
24-15-24 - Direction des Etablissements des soins	0	2 000	2 000	0	0,00
24-15-27 - Laboratoire National de biologie clinique et santé pub.	50 000	50 000	75 000	25 000	50,00
24-15-29 - Direction Santé Communautaire	15 000	10 000	10 000	0	0,00
24-15-30 - Hôpital central (CNIHUB+Complexe pédiatrique)	50 000	180 000	200 000	20 000	11,11
24-15-31 - Complexe Pédiatrique CNIHUB	130 000	0	0	0	-
24-15-32 - Service Coordination et Suivi SSP	5 000	5 000	5 000	0	0,00
24-15-33 - Soins de Santé Prim. (Régions San.)	170 000	200 000	200 000	0	0,00
24-15-34 - C N T S	75 000	75 000	100 000	25 000	33,33
24-15-35 - D M P (Direct. Pharma. et Médicam.)	3 500	3 500	3 500	0	0,00
24-15-36 - Centre REF MST/SIDA	50 000	50 000	85 000	35 000	70,00
24-15-37 - Hôpitaux Préfectoraux	0	150 000	150 000	0	0,00
24-15-38 - Regularisation achats médicaments	0	0	348 000	348 000	-
24-15-40 - Hôpital de l'Amitié	150 000	150 000	195 000	45 000	30,00
24-15-41 - Hôpital Communautaire	165 000	165 000	243 000	78 000	47,27
24-15-42 - Hôpitaux et Formation (Régions San.)	250 000	100 000	100 000	0	0,00
24-15-43 - Achat anti Tuberculeux	80 000	80 000	110 000	30 000	37,50
24-15-44 - Information Education Communautaire	5 000	5 000	10 000	5 000	100,00
24-15-45 - Achat anti rabique, sérum antibiotique	0	10 000	10 000	0	0,00
24-15-46 - Aide médicale d'urgence	0	0	60 000	60 000	-
24-15-50 - Centres santé urb. et Matern. BANGUI	55 000	55 000	55 000	0	0,00
24-15-52 - Centre de Nutrition BOSSANGO	12 000	5 000	5 000	0	0,00
24-15-55 - Prise en charge malades SIDA (Triothérapie)	0	200 000	200 000	0	0,00
24-15-56 - Service National lutte contre SIDA	20 000	20 000	30 000	10 000	50,00
24-15-57 - Direction Méd. Préventive (Lèpre)	9 000	9 000	9 000	0	0,00
24-15-58 - Eau	150 000	150 000	150 000	0	0,00
24-15-59 - Electricité	160 000	150 000	150 000	0	0,00
24-15-60 - Téléphone, Téléx, Fax	80 000	80 000	80 000	0	0,00
24-15-80 - Carb Lub. Supervision SSP Régions sanitaires	20 000	8 000	8 000	0	0,00
24-15-81 - Carb Lub. Intervention Urgence	5 000	7 000	7 000	0	0,00
24-15-82 - Carb. Lub. Superv. SSP Préfectures sanitaires	0	12 000	12 000	0	0,00
24-15-83 - Carb.Lubri. Service national lutte VIH-SIDA	3 000	3 000	3 000	0	0,00
24-15-84 - Carb. et Lubri.Direct. Santé Communaut	7 000	7 000	7 000	0	0,00
24-15-85 - Carburant C N T S	2 000	2 000	2 000	0	0,00
24-15-86 - Carburant Dir. Pharm. Méd.	1 000	1 000	1 000	0	0,00



NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAP. 25 - MIN. AGRICULTURE ET ELEVAGE	1 478 881	1 481 881	1 606 295	124 414	8,40
25-10 - Personnel	1 343 281	1 343 281	1 399 695	56 414	4,20
25-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	1 253 646	1 253 646	1 310 060	56 414	4,50
25-10-73 - Personnel Appui Service Trav agricoles	27 217	27 217	27 217	0	0,00
25-10-74 - Personnel Appui Statistique	3 340	3 340	3 340	0	0,00
25-10-75 - Personnel Appui Etablis. scol agric.	4 111	4 111	4 111	0	0,00
25-10-76 - Personnel Appui Coordinat. agricole	1 694	1 694	1 694	0	0,00
25-10-77 - Personnel Appui Délégation Régionale	8 010	8 010	8 010	0	0,00
25-10-78 - Personnel Appui agricol administra.	3 340	3 340	3 340	0	0,00
25-10-79 - Personnel Appui Service administra.	5 020	5 020	5 020	0	0,00
25-10-80 - Personnel Appui CREF	10 000	10 000	10 000	0	0,00
25-10-85 - Personnel Appui SCNP	4 750	4 750	4 750	0	0,00
25-10-97 - Personnel Appui Instt. agricoles	18 089	18 089	18 089	0	0,00
25-10-98 - Personnel Appui Etud. Suiv. Evaluat.	2 032	2 032	2 032	0	0,00
25-10-99 - Personnel d'Appui Cabinet	2 032	2 032	2 032	0	0,00
25-15 - Dépenses courantes et diverses	135 600	138 600	206 600	68 000	49,06
25-15-10 - Cabinet du Ministre	2 500	2 500	2 500	0	0,00
25-15-12 - Fournitures de bureau	5 000	5 000	5 000	0	0,00
25-15-14 - Fournit. Serv. Civ. National	2 000	2 000	2 000	0	0,00
25-15-16 - Fonctionnement PDSV	5 500	5 500	5 500	0	0,00
25-15-18 - Fonctionnement maraîchage BANGUI	1 200	1 200	1 200	0	0,00
25-15-19 - Fonctionnement ACDA	0	0	30 000		
25-15-21 - Fonctionnement ICRA	0	0	30 000	30 000	-
25-15-22 - Fonctionnement CREF	4 000	4 000	4 000	0	0,00
25-15-23 - Fonction. Hydraulique Villageoise	3 500	3 500	3 500	0	0,00
25-15-24 - Etablissements Scolaires Agricoles	12 000	12 000	12 000	0	0,00
25-15-25 - Centre de multiplication agricole	2 200	2 200	2 200	0	0,00
25-15-26 - Fonctionnement PAPA AV	0	2 000	2 000	0	0,00
25-15-27 - Fonctionnement cliniquevétéri.	800	800	800	0	0,00
25-15-28 - Fonctionnement LANDJA	600	600	600	0	0,00
25-15-29 - Formation des Jeunes (SCNPJ)	2 000	2 000	8 000	6 000	300,00
25-15-30 - Matériel et Outillage (SCNPJ)	2 000	1 000	1 000	0	0,00
25-15-31 - Inspection Centrale	1 200	1 200	1 200	0	0,00
25-15-32 - Fonctionnement ANDE	0	6 000	6 000	0	0,00
25-15-33 - Fonctionnement Irrigation	800	800	800	0	0,00
25-15-36 - Rétributions Professeurs vacataires	2 500	2 500	3 000	500	20,00
25-15-37 - Eau	3 000	3 000	3 000	0	0,00
25-15-38 - Electricité	20 000	17 500	17 500	0	0,00
25-15-39 - Téléphone, Téléc, Fax	20 000	17 500	17 500	0	0,00
25-15-40 - Organisation Journée Mondiale d'Aliment.	20 000	20 000	20 000	0	0,00
25-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	2 500	2 500	2 500	0	0,00
25-15-91 - Carb. et lubr. SCNPJ	2 500	2 500	4 000	1 500	60,00
25-15-92 - Carb. et lubr. Délégations Régionales	4 500	4 500	4 500	0	0,00
25-15-93 - Carb. et lubr. Etablissement Scolaire	2 500	2 500	2 500	0	0,00
25-15-94 - Carb. et lubr. Inspection Centrale	2 500	2 500	2 500	0	0,00
25-15-95 - Carb. et lubr. PAPA AV	0	1 000	1 000	0	0,00
25-15-96 - Carb. et lubr. Hydraulique Villag.	2 500	2 500	2 500	0	0,00
25-15-97 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	1 800	1 800	1 800	0	0,00
25-15-98 - Carb. et lubr. Dir. Gén. Planif. Etudes suivi	3 000	3 000	3 000	0	0,00
25-15-99 - Carb. lubr. Dir. Gén. Ap. Agri Ad. Res. Hu.	3 000	3 000	3 000	0	0,00













NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>TITRE 03 : DEPENSES COMMUNES</b>	<b>3 283 400</b>	<b>3 669 900</b>	<b>4 691 900</b>	<b>1 022 000</b>	<b>27,85</b>
<b>CHAP. 36 - DEPENSES COMMUNES</b>	<b>3 283 400</b>	<b>3 669 900</b>	<b>4 691 900</b>	<b>1 022 000</b>	<b>27,85</b>
<b>36-15 - Dépenses courantes et diverses</b>	<b>2 045 300</b>	<b>2 569 900</b>	<b>3 561 900</b>	<b>992 000</b>	<b>38,60</b>
36-15-10 - Location immeubles	475 000	475 000	475 000	0	0,00
36-15-11 - Réparations civiles	50 000	50 000	75 000	25 000	50,00
36-15-12 - Imprimés	30 000	30 000	40 000	10 000	33,33
36-15-13 - Fêtes publiques	25 000	25 000	25 000	0	0,00
36-15-14 - Elections	150 000	0	0	0	-
36-15-15 - Traitem. inform. impôts, solde, budget	300 000	300 000	300 000	0	0,00
36-15-17 - Cellules informatiques	15 000	15 000	15 000	0	0,00
36-15-18 - Remboursements divers	35 000	35 000	50 000	15 000	42,86
36-15-21 - Redevance Postale et Timbres	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-22 - Accueil missions étrangères	5 000	5 000	5 000	0	0,00
36-15-23 - Hébergement missions étrangères	18 000	18 000	25 000	7 000	38,89
36-15-24 - Hébergement des coopérants	38 000	28 000	28 000	0	0,00
36-15-25 - Consultations FMI; BM; Comité Tech. PAS	3 500	3 500	5 000	1 500	42,86
36-15-26 - Aide sociale aux famil. fonct. décédés	65 000	65 000	100 000	35 000	53,85
36-15-27 - Frais hospitalisation	215 000	215 000	250 000	35 000	16,28
36-15-28 - Habillement Service Para Militaires	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-29 - Contrôle physique personnel d'Etat (Fonctionnaires)	10 000	10 000	0	-10 000	-100,00
36-15-30 - Contrôle Physique Personnel d'appui	0	10 000	0	-10 000	-100,00
36-15-31 - Comité de suivi contrôle physique	0	0	15 000	15 000	-
36-15-34 - Entretien central téléphonique	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-35 - Relance Campagne économique	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-36 - Entretien de matériel roulant	22 500	22 100	22 100	0	0,00
36-15-37 - Entretien de matériel informatique	7 000	7 000	7 000	0	0,00
36-15-38 - Entretien matériel et outillage	3 300	3 300	3 300	0	0,00
36-15-39 - Achat de mobilier d'habitation	15 000	15 000	15 000	0	0,00
36-15-40 - Achat de mobilier de bureau	31 500	31 500	15 000	-16 500	-52,38
36-15-41 - Entretien de bâtiments d'habitation	15 000	15 000	15 000	0	0,00
36-15-42 - Entretien de bâtiments de bureau	25 000	25 000	25 000	0	0,00
36-15-43 - Entretien install. (eau, électricité)	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-44 - Honoraire et frais divers(Avocat -Cons.)	20 000	20 000	20 000	0	0,00
36-15-45 - Maintien Sécurité intérieure	200 000	350 000	350 000	0	0,00
36-15-46 - Formation Gestionnaire des Crédits	3 500	3 500	3 500	0	0,00
36-15-51 - Formation Récyclage Perfectionnement	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-52 - Quote-Part Régies Financières	100 000	100 000	100 000	0	0,00
36-15-53 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet	50 000	100 000	100 000	0	0,00
36-15-58 - Fonction. Comm. Caisse Aut. Pensions	3 000	3 000	3 000	0	0,00
36-15-59 - Plénipotentiaires de la CEMAC	15 000	15 000	15 000	0	0,00
36-15-60 - CEBEVIRHA	15 000	15 000	0	-15 000	-
36-15-62 - Dépouillement élections	25 000	0	0	0	-
36-15-63 - Arriérés consommation publique Téléphone	0	150 000	150 000	0	0,00
36-15-64 - Arriérés consommation publique Eau	0	200 000	200 000	0	0,00
36-15-65 - Arriérés consommation Electricité	0	150 000	150 000	0	0,00
36-15-66 - Apurements divers arriérés	0	0	900 000	900 000	-
<b>36-16 - Frais de mission</b>	<b>353 000</b>	<b>350 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
36-16-10 - Frais de mission étranger	300 000	300 000	300 000	0	0,00
36-16-24 - Frais de mission à l'intérieur	38 000	35 000	35 000	0	0,00
36-16-25 - Carb.et Lubr.Mission intérieures	15 000	15 000	15 000	0	0,00





NOMENCLATURE DES DEPENSES	COLLECTIF 1999	CREDITS 2000	CREDITS 2001	VARIATION MONTANT	VARIATION %
<b>CHAP.38 - TRANSFERTS ORGANISM. INTERNATIONAUX</b>	<b>595 600</b>	<b>1 033 000</b>	<b>1 021 800</b>	<b>-11 200</b>	<b>-1,08</b>
<b>38-15 - Transferts à des organismes internationaux</b>	<b>595 600</b>	<b>1 033 000</b>	<b>1 021 800</b>	<b>-11 200</b>	<b>-1,08</b>
38-15-10 - Contribution à l'ONU	200 000	200 000	200 000	0	0,00
38-15-12 - ASECNA	45 000	45 000	45 000	0	0,00
38-15-14 - CEMAC et Institu. Spécial.	100 000	400 000	400 000	0	0,00
38-15-15 - Union Africaine et Autres organisations	130 600	130 600	130 600	0	0,00
38-15-16 - Contribution OHADA	75 000	75 000	75 000	0	0,00
38-15-17 - CIMA & IIA	45 000	20 000	20 000	0	0,00
38-15-18 - Contribution au Fonds Africain de l'Habitat	0	6 200	0	-6 200	-100,00
38-15-19 - Contribution à AFRISTAT	0	66 200	66 200	0	0,00
38-15-20 - Contribution EIER - ETSHER	0	50 000	50 000	0	0,00
38-15-21 - Contribution Org. Inter. Protection Civile	0	10 000	20 000	10 000	100,00
38-15-22 - Contribution Alliance Franco-Centrafricaine	0	30 000	0	-30 000	-100,00
38-15-23 - CEBEVIRHA	0	0	15 000	15 000	-
<b>CHAP. 39 - BOURSES ETUDES FORMATIONS ET FRAIS ANNEXES</b>	<b>1 483 380</b>	<b>1 483 380</b>	<b>1 483 380</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>39-15 - Bourses d'Etudes et Formations</b>	<b>1 303 380</b>	<b>1 303 380</b>	<b>1 303 380</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
39-15-10 - Université de Bangui	400 000	400 000	400 000	0	0,00
39-15-11 - Enseignement secondaire	10 000	10 000	10 000	0	0,00
39-15-12 - Ecole de formation enseignants	55 000	55 000	55 000	0	0,00
39-15-13 - Ecole de formation technique	10 000	10 000	10 000	0	0,00
39-15-15 - ENAM	15 000	15 000	15 000	0	0,00
39-15-16 - Ecole de formation agricole	25 000	25 000	25 000	0	0,00
39-15-17 - FRANCE	280 000	280 000	280 000	0	0,00
39-15-18 - AFRIQUE	300 000	300 000	300 000	0	0,00
39-15-19 - Bourse Elèves Régisseurs	5 000	5 000	5 000	0	0,00
39-15-20 - Europe Amérique et Russie	150 000	150 000	150 000	0	0,00
39-15-21 - Bourses Instituteurs Formation Accélérée	53 380	53 380	53 380	0	0,00
<b>39-16 - Frais de scolarité et Frais annexes</b>	<b>180 000</b>	<b>180 000</b>	<b>180 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
39-16-10 - Frais annexes de bourses	30 000	30 000	30 000	0	0,00
39-16-11 - Frais de scolarité à l'étranger	150 000	150 000	150 000	0	0,00
<b>TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>66 705 236</b>	<b>79 755 140</b>	<b>76 700 468</b>	<b>-3 054 672</b>	<b>-3,83</b>

# **INVESTISSEMENT**

**LOI DE FINANCES 2001  
BUDGET D'INVESTISSEMENT PAR MINISTERE**

Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2000			Exercice 2001			
		Fin. In. B.E.C. 2000	Fin. Ext. 2000	Total 2000	Fin. Intérieur B.E.C. 2001	Fin. Extérieur 2001 Subvent. Emprunt	Total 2001	
1	Présidence	67 000	0	67 000	180 000	0	0	180 000
2	Assemblée Nationale	60 000	0	60 000	60 000	0	0	60 000
3	Primature	80 000	0	80 000	205 000	0	0	205 000
4	Transport, Aviation Civile	42 000	0	42 000	42 000	380 000	0	422 000
5	Affaires Etrangères, Francophonie	22 000	440 000	462 000	50 000	0	0	50 000
6	Défense Nationale	400 000	773 000	1 173 000	95 000	300 000	0	395 000
7	Intérieur	131 000	3 537 000	3 668 000	180 000	1 135 000	0	1 315 000
8	Justice, Garde des Sceaux	45 000	0	45 000	67 000	0	0	67 000
9	Communication	22 000	0	22 000	100 000	0	0	100 000
10	Promotion du Monde Rural	278 000	6 697 000	6 975 000	365 000	5 270 000	1 484 000	7 119 000
11	Promotion Culture Civique, Relation avec le Par	20 000	0	20 000	34 000	0	0	34 000
12	Mines et Energie	362 000	4 763 000	5 125 000	480 000	2 562 000	0	3 042 000
13	Affaires Sociales et Promotion Famille	60 000	1 134 000	1 194 000	128 000	330 000	0	458 000
14	Education Nationale	300 000	184 000	484 000	669 000	465 000	700 000	1 834 000
15	Culture	20 000	0	20 000	35 000	1 400 000	0	1 435 000
16	Urbanisme, Habitat, Edifices Publics	404 000	2 400 000	2 804 000	114 000	0	1 800 000	1 914 000
17	Enseignement Supérieur	162 000	0	162 000	162 000	0	0	162 000
18	Commerce, Industries, Promotion Secteur Privé	42 000	0	42 000	40 000	0	0	40 000
19	Environnement, Eaux, Forêts, Chasse, Pêches	960 000	2 720 000	3 680 000	824 000	2 260 000	0	3 084 000
20	Jeunesse, Sports	29 000	90 000	119 000	45 000	0	0	45 000
21	Santé, Population	419 000	5 325 000	5 744 000	671 000	6 239 000	800 000	7 710 000
22	Emploi, Fonction Publique	22 000	0	22 000	50 000	0	0	50 000
23	Postes et Télécommunications	20 000	0	20 000	40 000	0	0	40 000
24	Equipements, Aménagement du Territoire	3 166 000	21 830 000	24 996 000	3 632 000	15 732 400	0	19 364 400
25	Tourisme	220 000	0	220 000	300 000	0	0	300 000
26	Finances, Budget	400 000	0	400 000	545 000	0	0	545 000
27	Economie, Plan, Coopération Internationale	350 000	716 000	1 066 000	562 000	2 418 000	2 376 000	5 356 000
28	Relation avec le monde arabe	20 000	0	20 000	25 000	0	0	25 000
29	Cour Constitutionnelle	20 000	0	20 000	20 000	0	0	20 000
30	Haut Conseil de la Communication	20 000	0	20 000	0	0	0	0
<b>Total Budget d'investissement (hors douanes pro</b>		<b>8 163 000</b>	<b>52 609 000</b>	<b>60 772 000</b>	<b>9 720 000</b>	<b>38 491 400</b>	<b>7 160 000</b>	<b>55 371 400</b>
<b>Droits de douanes projets</b>		<b>4 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 000 000</b>
<b>Total Budget d'Investissement</b>		<b>12 163 000</b>	<b>52 609 000</b>	<b>64 772 000</b>	<b>12 720 000</b>	<b>38 491 400</b>	<b>7 160 000</b>	<b>58 371 400</b>

En milliers de F.CFA		Exercice 2000			Exercice 2001			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. BEC	Financement extérieur	Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur	Total
						Subvent.	Emprunt	
		<b>Présidence</b>						
909 042	80-30-01	Réhabilitation Palais de la Renaissance	37 000		37 000	100 000		100 000
906 001	80-30-02	Equipelement Présidence de la République	0		0	50 000		50 000
909 043	80-30-03	Equipelement de l'Inspection Générale d'Etat	30 000		30 000	30 000		30 000
<b>Total</b>			<b>67 000</b>	<b>0</b>	<b>67 000</b>	<b>180 000</b>	<b>0</b>	<b>180 000</b>
		<b>Assemblée Nationale</b>						
908 030	80-30-04	Equipelement Assemblée Nationale	60 000		60 000	60 000		60 000
<b>Total</b>			<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>
		<b>Primature</b>						
908 013	80-30-05	Equipelement de la Primature	40 000		40 000	15 000		15 000
908 033	80-30-06	Renforcement de l'ENAM	10 000		10 000	25 000		25 000
908 001	80-30-07	Appui au CEPRAC	0		0	15 000		15 000
908 077	80-30-08	Achats matériels roulants	0		0	100 000		100 000
908 069	80-30-09	Equipelement Haut Commissariat aux Droits de l'Homme	10 000		10 000	25 000		25 000
908 070	80-30-10	Programme Décentralisation, Régionalisation	10 000		10 000	10 000		10 000
908 071	80-30-11	Equipelement du Secrétariat Général du Gouvernement	10 000		10 000	15 000		15 000
<b>Total</b>			<b>80 000</b>	<b>0</b>	<b>80 000</b>	<b>205 000</b>	<b>0</b>	<b>205 000</b>
		<b>Transport, Aviation Civile</b>						
622 100	80-30-12	Renforcement du SCEVN					380 000	380 000
908 074	80-30-13	Réhabilitation et équipement du ministère des Transports	42 000		42 000	42 000		42 000
<b>Total</b>			<b>42 000</b>	<b>0</b>	<b>42 000</b>	<b>42 000</b>	<b>380 000</b>	<b>422 000</b>
		<b>Affaires étrangères, Francophonie</b>						
908 031	80-30-14	Réhabilitation, équipement des Ambassades	22 000		22 000	30 000		30 000
908 067	80-30-15	Appui à l'administration des Affaires Etrangères		440 000	440 000	20 000		20 000
<b>Total</b>			<b>22 000</b>	<b>440 000</b>	<b>462 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
		<b>Défense, Restructuration de l'Armée</b>						
839 012	80-30-16	Démobilisation, Réinsertion	200 000	773 000	973 000	30 000		30 000
906 010	70-30-17	Désarmement				25 000		25 000
814 010	80-30-18	Appui à la sécurité civile					300 000	300 000
909 051	80-30-19	Restructuration des armées	200 000		200 000	40 000		40 000
<b>Total</b>			<b>400 000</b>	<b>773 000</b>	<b>1 173 000</b>	<b>95 000</b>	<b>300 000</b>	<b>395 000</b>
		<b>Intérieur</b>						
503 010		Travaux à Haute intensité de main-d'oeuvre (THIMO II)		2 389 000	2 389 000		1 135 000	1 135 000
503 014	70-30-73	Réhabilitation des voiries de Bangui	22 000		22 000	20 000		20 000
503 015	70-30-74	Assainissement quartiers Becongo, Ngouicment, Ouango	86 000		86 000	60 000		60 000
908 034	70-30-75	Renforcement du Ministère de l'Intérieur		1 148 000	1 148 000	40 000		40 000
908 076	70-30-76	Appui au Programme de remobilisation des policiers	23 000		23 000	60 000		60 000
<b>Total</b>			<b>131 000</b>	<b>3 537 000</b>	<b>3 668 000</b>	<b>180 000</b>	<b>1 135 000</b>	<b>1 315 000</b>
		<b>Justice, Garde des Sceaux</b>						
908 015	80-30-81	Réhabilitation prisons périphériques (électrification prison Bimbo)	25 000		25 000	2 000		2 000
908 072	80-30-82	Réhabilitation de la Cour d'Appel	5 000		5 000	10 000		10 000
906 050	80-30-83	Réhabilitation prison Ngarangba				25 000		25 000
908 073	80-30-84	Construction du Palais de Justice	15 000		15 000	20 000		20 000
908 079	80-30-85	Renforcement du Ministère	0		0	10 000		10 000
<b>Total</b>			<b>45 000</b>	<b>0</b>	<b>45 000</b>	<b>67 000</b>	<b>0</b>	<b>67 000</b>
		<b>Communication</b>						
656 201	80-45-03	Réhabilitation équipements de la Radio	22 000		22 000	30 000		30 000
659 001		Forum de l'Unité				40 000		40 000
654 011		Equipelement ACAP				20 000		20 000
653 003	80-45-04	Réhabilitation équipements de la Télévision				10 000		10 000
<b>Total</b>			<b>22 000</b>	<b>0</b>	<b>22 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
		<b>Promotion du Monde Rural</b>						
112 002		Développement rural dans l'Ouham-Pendé		987 000	987 000		754 000	754 000
		Appui à la promotion agricole, l'autopromotion (PAPAAY)	45 000	50 000	95 000			0
111 003	60-10-10	Projet d'appui à la production séricole				3 000		3 000
111 002	60-10-11	Etude restructuration du SCNP				2 000		2 000
112 005	60-10-12	Développement rural des savanes vivrières (PDSV)	50 000	1 000 000	1 050 000	25 000	934 000	959 000
112 006	60-10-13	Développement rural de Bouca		200 000	200 000	20 000	50 000	70 000
		Introduction technique maîtrise de l'eau		205 000	205 000			0
		Appui aux organisations paysannes (PAOP)	30 000		30 000			0
114 099		Ferme Mpoko					200 000	200 000
114 100		Ferme agricole de Boyali					300 000	300 000
114 009	60-10-15	Programme spécial de sécurité alimentaire				50 000		50 000
114 010	60-10-16	Appui à la production maraichère en zone péri-urbaine				11 000		11 000
117 010		Appui aux structures rurales en zone cotonnière		394 000	394 000		250 000	250 000
118 010		Recherche Agro-Pastorale Savanes Afrique Centrale (PRASAC)		200 000	200 000		200 000	200 000
118 020		Projet d'appui aux structures rurales					300 000	300 000
119 021	60-10-17	Appui Institut Centrafricain de Recherche Agricole (ICRA)	30 000		30 000	10 000		10 000
119 017		Appui Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA)	30 000		30 000	35 000		35 000
119 028		Appui promotion qualité cultures d'exportation					280 000	280 000
119 023	60-10-18	Renforcement capacité des CREF				20 000		20 000
		Appui à l'augmentation production alimentaire		1 600 000	1 600 000			0
		Appui aux organisations de base de l'Ouham-Pendé		134 000	134 000			0
		Développement rural en zone tanacole		624 000	624 000			0
		Appui à la préparation du recensement agricole	18 000		18 000			0
119 024		Accès des femmes aux activités génératrices de revenus					15 000	15 000
		Appui Service National de Promotion, de la Jeunesse (SNPJ)	15 000		15 000			0
		Appui au ministère de l'agriculture	30 000		30 000			0
119 025	60-10-19	Appui à la planification agricole				17 000		17 000
119 026	60-10-20	Appui à la production des semences vivrières				45 000		45 000
119 027	60-10-21	Appui à la production vivrière zone sud - est				30 000		30 000
128 003	60-10-22	Projets de développement du secteur élevage	30 000		30 000	77 000		77 000
128 004		Programme Africain de Lutte contre les Epistoties					502 000	502 000
424 006	60-10-23	Hydraulique villageoise en zone cotonnière		2 000 000	2 000 000	20 000	800 000	820 000
612 026		Construction des pistes rurales		1 303 000	1 303 000		1 669 000	2 169 000
<b>Total</b>			<b>278 000</b>	<b>8 697 000</b>	<b>8 975 000</b>	<b>385 000</b>	<b>5 270 000</b>	<b>7 119 000</b>

En milliers de F.CFA			Exercice 2000			Exercice 2001		
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. BEC	Financement extérieur	Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent. Emprunt	Total
11		<b>Promotion civique, Relation avec le Parlement</b>				16 000		16 000
828 099	80-30-69	Appui à la promotion de la culture civique				18 000		18 000
906 006	80-30-70	Equipelement Ministère chargé des relations avec le Parlement	20 000		20 000	34 000	0	34 000
		<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>			
12		<b>Mines et Energie</b>				375 000		375 000
209 005	60-40-11	Projets de développement du secteur minier	200 000		200 000		350 000	350 000
412 014		Réhabilitation du réseau électrique de Bangui		918 000	918 000			0
421 001	70-70-10	Etude développement eaux souterraines Bangui	9 000		9 000		1 500 000	1 500 000
422 002		4 ième projet Alimentation en Eau Potable (AEP)		1 950 000	1 950 000	30 000	300 000	330 000
424 005	70-70-21	Programme Eau et Assainissement	50 000		494 000			0
424 007		Equipelement des forages dans les villes de Bangui-Bimbo		21 000	21 000			0
424 008	70-70-07	Mise en valeur du secteur eau	32 000		644 000	10 000		10 000
424 009	70-70-08	Projet national alimentation eaux, assainis. (MB,HB,BK,MP,LB)	51 000		51 000	55 000		55 000
423 010	70-70-09	Approvisionnement en eau potable dans l'Ouham-Pendé	20 000	818 000	838 000	10 000	412 000	422 000
		<b>Total</b>	<b>362 000</b>	<b>4 763 000</b>	<b>5 125 000</b>	<b>480 000</b>	<b>2 582 000</b>	<b>3 042 000</b>
13		<b>Affaires Sociales et Promotion de la Famille</b>				5 000	28 000	33 000
834 003	80-10-16	Appui institutionnel à la Dir. Générale Promotion Féminine	6 000	45 000	51 000	10 000		10 000
839 013	80-10-13	Genre, Population et Développement	5 000		5 000	15 000		15 000
839 014		Fonds d'action sociale	30 000		30 000			0
839 016		Réinsertion enfants en situation difficile		192 000	192 000		180 000	180 000
		Appui aux actions d'auto-développement villageois		588 000	588 000			0
		ACABEF/ Ouaka-Ouham		212 000	212 000			0
836 095	80-10-18	Réhabilitation locaux jardins d'enfants				52 000		52 000
936 096	80-10-19	Appui institutionnel DEPSS				6 000		6 000
836 097	80-10-20	Vulgarisation code de la famille				15 000		15 000
836 098	80-10-22	Appui lutte contre pratiques néfastes				5 000		5 000
838 099	80-10-23	Renforcement Organe Nationale de Concertation				10 000		10 000
838 026		Appui institutionnel Ministère des Affaires Sociales	14 000		14 000			0
836 027		Appui au développement et à la vulgarisation techno appropriée	5 000		5 000			0
838 030	80-10-26	Soutien aux enfants en besoin de protection spéciale		97 000	97 000	10 000	122 000	132 000
		<b>Total</b>	<b>80 000</b>	<b>1 134 000</b>	<b>1 194 000</b>	<b>128 000</b>	<b>330 000</b>	<b>458 000</b>
14		<b>Education Nationale</b>				70 000		70 000
826 004	80-40-10	Réfection, équipement des établissements secondaires	80 000		80 000	10 000		10 000
826 100	80-40-11	Réhabilitation équipement lycée de Fatima				80 000	0	80 000
826 005	80-40-13	Réfection, équipement des écoles primaires (pétévo, 36 villes)	70 000		70 000	50 000		50 000
826 006	80-40-14	Réfection, équipement de l'école Saint-Jean				55 000	700 000	755 000
826 101	80-40-15	Construction équipement établissements d'enseignement					56 400	56 400
826 102		Construction école à Ouadda djallé					30 000	30 000
826 103		Clôture équipements école Bangui Fleuve UNESCO					67 500	67 500
826 007		Clôture équipements école Assana				40 000		40 000
826 104	80-40-16	Réhabilitation et équipement école à Mobaye				35 000		35 000
827 007	80-40-17	Equipelement Lycée Technique	20 000		20 000	19 000		19 000
828 010	80-40-18	Réfection, équipement ENI Bambari	10 000		10 000	10 000		10 000
828 011	80-40-19	Appui Centre National Formation, Production artisanale	15 000		15 000	16 000		16 000
829 100	80-40-20	Renforcement des services du Ministère					200 000	200 000
823 100		EDUCA 2000				12 000		12 000
823 102	80-40-21	Education à la vie familiale				15 000		15 000
823 101	80-40-22	Réhabilitation école de Bouca				30 000		30 000
828 012	80-40-23	Réhabilitation, équipement du Collège Technique Féminin	20 000		20 000	45 000		45 000
826 022	80-40-24	Construction 2 bâtiments de 3 classes, 1 bureau ( IASE et IAO )	30 000	100 000	100 000			0
		Construction de l'école technique de KAIMBA	30 000		30 000	125 000	6 100	131 100
826 024	80-40-25	Equipelement Etablissements scolaires en table-bancs	10 000		10 000	27 000		27 000
828 030	80-40-26	Réhabilitation bibliothèques Lycées	15 000		15 000	30 000		30 000
826 031	80-40-27	Construction bâtiments établissement secondaire (Miskine)					105 000	105 000
826 034		Promotion éducation filles dans système formels, non formels (NG,UA)		84 000	84 000	669 000	485 000	700 000
		<b>Total</b>	<b>300 000</b>	<b>184 000</b>	<b>484 000</b>	<b>869 000</b>	<b>485 000</b>	<b>1 834 000</b>
15		<b>Culture</b>				10 000	1 000 000	1 010 000
826 300	80-40-40	Appui à la construction maison de musique	15 000		15 000			5 000
		Réhabilitation et équipement de la maison de la culture				5 000		5 000
826 301	80-40-41	Musée pour la femme				10 000	400 000	410 000
828 302	80-40-42	Appui au festival panafricain				5 000		5 000
828 303	80-40-43	Réalisation cinématographique				5 000		5 000
828 030	80-40-44	Réhabilitation du musée de Bouar	5 000		5 000	35 000	1 400 000	1 435 000
		<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>35 000</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 435 000</b>
16		<b>Urbanisme, Habitat</b>						1 800 000
502 004	70-30-08	Construction de 100 logements sociaux (route de Boali)	240 000	1 900 000	2 140 000			0
	70-30-09	Construction de 80 logements sociaux	50 000		50 000			0
508 006	70-30-10	Programme développement municipal Bangui		500 000	500 000	114 000		114 000
508 012	70-30-11	Réhabilitation des équipements urbains et assainissement	114 000		114 000	114 000	0	1 914 000
		<b>Total</b>	<b>404 000</b>	<b>2 400 000</b>	<b>2 804 000</b>	<b>114 000</b>	<b>0</b>	<b>1 914 000</b>
17		<b>Enseignement Supérieur</b>				80 000		80 000
822 026	80-40-30	Réhabilitation de l'Institut supérieur de dev. rural (ISDR)	100 000		100 000	32 000		32 000
822 100	80-40-31	Appui au Ministère de l'enseignement Supérieur	32 000		32 000	50 000		50 000
822 028	80-40-32	Réhabilitation et Equipement de l'Université de Bangui	30 000		30 000	162 000	0	162 000
		<b>Total</b>	<b>162 000</b>	<b>0</b>	<b>162 000</b>	<b>162 000</b>	<b>0</b>	<b>162 000</b>
18		<b>Commerce, Industrie, Secteur privé</b>				40 000		40 000
706 068	80-30-40	Equipelement Ministère du Commerce	42 000		42 000	40 000	0	40 000
		<b>Total</b>	<b>42 000</b>	<b>0</b>	<b>42 000</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>

En milliers de F.CFA			Exercice 2000			Exercice 2001			
			Fin. Int.	Financement	Total	Fin. Int.	Fin. Extérieur		Total
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	B.E.C.	extérieur		B.E.C.	Subvent.	Emprunt	
<b>19</b>		<b>Environnement, Eaux, Forêts, Chasse, Pêches</b>							
134 001	60-10-40	Protection Forêts de Bangassou	10 000	569 000	579 000	15 000	419 000		434 000
		Réhabilitation écologique		532 000	532 000				
134 004		Gestion participative des ressources naturelles			0		292 000		292 000
139 005	60-10-05	Projet Régional Gestion Informat* Environnem. (PRGIE)		379 000	379 000		54 000		54 000
139 008		Conservation et utilisation rationnelle écosystèmes forestiers		400 000	400 000		1 000 000		1 000 000
138 010	60-10-15	Appui à la réalis. plans aménagements forestiers (Berbérali)		578 000	578 000		300 000		300 000
138 011		Appui à l'administration forestière					125 000		125 000
139 011	60-10-16	Protection de la couche d'ozone		112 000	112 000				0
153 001		Aménagement de la réserve de Dzanga Sangha		150 000	150 000		70 000		70 000
139 002	60-10-41	Projets de développement du secteur forestier	950 000	950 000	950 000	809 000			809 000
		<b>Total</b>	<b>960 000</b>	<b>2 720 000</b>	<b>3 680 000</b>	<b>824 000</b>	<b>2 280 000</b>	<b>0</b>	<b>3 084 000</b>
<b>20</b>		<b>Jeunesse, Sports</b>		90 000	90 000				
		Mobilisation des jeunes, sports de proximité			29 000	45 000			45 000
908 029	80-45-09	Renforcement activités en matière de Jeunesse, Sports	29 000	90 000	119 000	45 000	0	0	45 000
		<b>Total</b>	<b>29 000</b>	<b>90 000</b>	<b>119 000</b>	<b>45 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>45 000</b>
<b>21</b>		<b>Santé</b>							
814 003	80-10-36	Santé Famille et Population	9 000	12 000	21 000	24 000	240 000		264 000
814 005	80-10-37	Programme élargi de vaccinations	51 000	721 000	772 000	111 000	780 000		891 000
814 006	80-10-25	Lutte contre les MST et le sida	100 000	16 000	116 000	20 000	486 000		506 000
814 007	80-10-53	Programme national de lutte contre la lèpre	3 000	150 000	153 000	6 000	293 000		299 000
814 008	80-10-09	Lutte contre les maladies diarrhéiques et le Paludisme	24 000	12 000	36 000	72 000	121 000		193 000
		Suivi-Evaluation du PNDS	3 000		3 000				37 000
811 100	80-10-10	Renforcement du SNIS			0	25 000	12 000		37 000
814 044	80-10-11	Lutte contre la trypanosomiase			0	8 000	122 000		130 000
814 009	80-10-44	Lutte contre l'onchocercose et la dracunculose	7 000	55 000	62 000	16 000	237 000		253 000
817 011	80-10-17	Enseignement Santé de la Reproduction à la FACSS	6 000	172 000	178 000	10 000			10 000
817 012	80-10-54	Nutrition lutte contre troubles dus carence d'iode	6 000	179 000	185 000	9 000	181 000		190 000
818 014	80-10-55	Développement des ressources humaines	28 000	73 000	101 000	8 000			8 000
		Opérations d'urgence et action humanitaire		25 000	25 000				
		Epidémiologie, Information sanitaires		47 000	47 000				
		Système et politique nationaux de santé		49 000	49 000				
		Système de santé de district		135 000	135 000				
		Bourses d'études		80 000	80 000				
		Programme d'action pour les médicaments		21 000	21 000				
		Santé de la femme		10 000	10 000				
		Vieillessement et santé		12 000	12 000				
		Santé mentale		17 000	17 000				
		Promotion de la santé		25 000	25 000				
		Salubrité, environnement et aménagement urbain		99 000	99 000				
		Maladies émergentes (choléra et autres)		13 000	13 000				
		Lutte contre les maladies non transmissibles		35 000	35 000				
		Lutte contre les maladies tropicales		12 000	12 000				
		Politique de santé et plan intérimaire		9 000	9 000				
		Appui à la planification et évaluation secteur santé	10 000		10 000				72 000
816 001	80-10-12	Réhabilitation hôpital de l'Amitié	5 000	46 000	51 000	21 000	64 000		85 000
818 015	80-10-07	Eau et assainissement	3 000	741 000	744 000		45 000		45 000
818 016	80-10-47	Soins de Santé Primaire (SSP)	25 000		25 000	35 000			35 000
818 017	80-10-48	Renforcement des services de santé		254 000	254 000		391 000		391 000
814 021	80-10-13	Programme santé de base Bossangoa		1 800 000	1 800 000		2 500 000		2 500 000
818 042	80-10-14	Appui au programme sectoriel de santé	136 000		136 000	177 000		800 000	977 000
818 018	80-10-50	Réhabilitation des infrastructures sanitaires		371 000	371 000				
		Coopération technique	3 000	125 000	128 000	11 000	40 000		51 000
818 029	80-10-51	Santé des adolescents		9 000	9 000	33 000	13 000		46 000
818 035		Lutte contre la tuberculose			0	13 000	14 000		27 000
818 037		Appui au programme de santé bucco-dentaire			0		700 000		700 000
818 043		Programme d'appui au secteur Santé			0			800 000	800 000
		<b>Total</b>	<b>419 000</b>	<b>5 325 000</b>	<b>5 744 000</b>	<b>671 000</b>	<b>6 239 000</b>	<b>800 000</b>	<b>7 710 000</b>
<b>22</b>		<b>Emploi, Fonction Publique</b>							
908 008	80-30-28	Renforcement du Ministère de la Fonction publique	10 000		10 000	30 000			30 000
908 036	80-30-29	Fichier unique personnel de l'Etat	12 000		12 000	20 000			20 000
		<b>Total</b>	<b>22 000</b>	<b>0</b>	<b>22 000</b>	<b>60 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 000</b>
<b>23</b>		<b>Postes et Télécommunications</b>							
649001		Site Internet du Gouvernement			20 000	15 000			15 000
642 001	80-30-22	Renforcement de la Poste	20 000		20 000	25 000			25 000
		<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>
<b>24</b>		<b>Equipement, Aménagement du Territoire</b>							
612 003	70-30-10	Entretien du réseau routier (Fonds Routier)	3 166 000	1 500 000	4 666 000	3 632 000	700 000		4 332 000
612 005		Appui au PST 1			2 230 000				0
612 006		Bitumage de la route Bossompé-Baoro		5 500 000	5 500 000		5 872 000		5 872 000
612 100		Aménagement route 4 <sup>e</sup> parallèle			0		1 000 000		1 000 000
611 100		Etude réalisation route Bouer Garoua-Mboulei		140 000	140 000		300 000		300 000
617 020		Programme de formation		1 750 000	1 750 000				0
612 025		Réhabilitation du pont sur la M'poko PK 26		5 710 000	5 710 000		5 080 400		5 080 400
612 027		Programme sectoriel de transport (PST1 - PST2)		5 000 000	5 000 000		800 000		800 000
616 029		Construction du pont sur la rivière Lim (UP)		5 000 000	5 000 000		2 000 000		2 000 000
		<b>Total</b>	<b>3 166 000</b>	<b>21 830 000</b>	<b>24 996 000</b>	<b>3 632 000</b>	<b>15 732 400</b>	<b>0</b>	<b>19 364 400</b>

En milliers de F.CFA		Exercice 2000			Exercice 2001			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. BEC	Financement extérieur	Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur Subvent. Emprunt	Total
<b>25</b>		<b>Tourisme</b>						
			200 000		200 000	200 000		200 000
703 003	80-10-06	Mise en valeur du secteur Tourisme	20 000		20 000	100 000		100 000
708 078	80-30-35	Programme d'urgence du Tourisme				300 000	0	300 000
		<b>Total</b>	<b>220 000</b>	<b>0</b>	<b>220 000</b>	<b>300 000</b>	<b>0</b>	<b>300 000</b>
<b>26</b>		<b>Finances, Budget</b>						
			25 000		25 000	50 000		50 000
908 018	80-50-01	Equipelement Trésorerie Générale	20 000		20 000	15 000		15 000
909 019	80-50-02	Equipelement du Ministère des Finances	25 000		25 000	45 000		45 000
908 020	80-50-03	Renforcement de la DGID	15 000		15 000	15 000		15 000
908 021	80-50-04	Renforcement Inspection Générale Finances	25 000		25 000	45 000		45 000
908 022	80-50-05	Renforcement, équipement Services Douanes (DGDDI)	25 000		25 000	40 000		40 000
908 023	80-50-06	Renforcement Direction Générale des services centraux	25 000		25 000	15 000		15 000
908 026	80-50-07	Fichier unique du personnel de l'Etat			0	300 000		300 000
908 099	80-50-08	Redevance informatique Finances	15 000		15 000	10 000		10 000
908 038	80-50-09	Appui CTPAS	25 000		25 000	10 000		10 000
908 075	80-50-10	Acquisition Logiciel gestion dettes	200 000		200 000	0		0
908 077	80-30-34	Achats matériels roulants	400 000		400 000	545 000	0	545 000
		<b>Total</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>	<b>545 000</b>	<b>0</b>	<b>545 000</b>
<b>27</b>		<b>Economie, Plan, Coopération internationale</b>						
			10 000		10 000	10 000		10 000
112 022	80-20-01	Création d'une ferme pilote au PK22	10 000		10 000			
	80-20-02	Programme IEC	40 000	470 000	510 000	40 000	1 341 000	1 381 000
839 028	80-20-03	Amélioration état nutritionnel communautés vulnérables	10 000		10 000	10 000		10 000
839 029	80-20-04	Mise en place d'un Observatoire de lutte contre la pauvreté	150 000		150 000	120 000		120 000
939 031	80-20-05	Fonds de solidarité pour la lutte contre la pauvreté	30 000		30 000	50 000		50 000
901 001	80-20-06	Fonds national d'étude des projets de développement	40 000		40 000	60 000		60 000
901 003	80-20-07	Préparation du recensement général de la population	15 000		15 000	40 000		40 000
907 011	80-20-08	Renforcement capacité Division Statistiques	7 000		7 000	50 000		50 000
908 024	80-20-09	Renforcement du Ministère Délégué à l'Economie, au Plan			0		2 376 000	2 376 000
908 101		Programme d'Appui à la politique économique			0		977 000	977 000
908 100		Appui au programme de lutte contre la pauvreté			0	35 000		35 000
906 101	80-30-77	Equipelement division planification régionale			0		100 000	100 000
901 200		Fonds d'études et de Préparation de projets			0	47 000		47 000
906 100	80-30-78	Réhabilitation équipement division programme projets			0	40 000		40 000
908 025	50-20-14	Elaboration, Suivi et évaluation du PTI	15 000		15 000	10 000		10 000
908 027	50-20-15	Appui au garage Serpa	3 000		3 000	20 000		20 000
908 028	50-20-16	Renforcement coordination aides extérieures	10 000		10 000	20 000		20 000
909 044	50-20-17	Appui au système de planification		246 000	246 000			
	50-20-18	Appui à l'ordonnateur national du FED			0	10 000		10 000
909 046	50-20-19	Appui à la coordination nationale du plan	350 000	716 000	1 066 000	562 000	2 418 000	5 356 000
		<b>Total</b>	<b>350 000</b>	<b>716 000</b>	<b>1 066 000</b>	<b>562 000</b>	<b>2 418 000</b>	<b>5 356 000</b>
<b>28</b>		<b>Relations avec le Monde arabe</b>						
			20 000		20 000	25 000		25 000
908 065	80-30-72	Appui au Ministère des relations avec le Monde arabe	20 000		20 000	25 000	0	25 000
		<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>25 000</b>	<b>0</b>	<b>25 000</b>
<b>29</b>		<b>Cour Constitutionnelle</b>						
					0	15 000		15 000
906 120	80-60-01	Construction salle d'audience	20 000		20 000	5 000		5 000
908 032	80-60-02	Appui à la Cour Constitutionnelle	20 000		20 000	20 000	0	20 000
		<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>
<b>30</b>		<b>Haut Conseil de la Communication</b>						
			20 000		20 000			0
	80-60-03	Création d'un centre de documentation médiatique	20 000		20 000	0	0	0
		<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>31</b>		<b>Droits de Douanes Projets</b>						
			4 000 000		4 000 000	3 000 000		3 000 000
	80-60-09	Droits de Douanes Projets	4 000 000		4 000 000	3 000 000	0	3 000 000
		<b>Total</b>	<b>4 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 000 000</b>